— N 49. —

Chambre des Représentants.

COMMISSION DE REVISION DE LA CONSTITUTION.

Session de 1892-1893.

XXXVI.

Observations sur les considérations présentées par M. le Rapporteur de la section centrale, en réponse à la note de la minorité du 7 septembre 1891 et dont la Commission a ordonné l'impression.

I.

La minorité n'a pas cessé de s'opposer à la marche qui a été suivie et qui ne pouvait que retarder, selon elle, la discussion parlementaire de la revision la seule question dont la section centrale ait été saisie. Au point où les choses en sont arrivées, il était plus que jamais de son devoir de n'accepter, avant la clôture du rapport, aucune des discussions auxquelles on la provoquait, et qui seraient devenues le prétexte de nouveaux retards dans la publication du document si longtemps attendu. Elle s'est bornée à faire des réserves d'examiner ultérieurement, en même temps que les autres points traités, les considérations historiques et politiques bien singulières dans lesquelles on accuse (*Rapport,* page 63) « les classes dirigeantes de n'avoir eu qu'*aujourd'hui* la perception nette de leurs devoirs, de les avoir négligés pendant la première moitié du siècle », en déduisant de cet axiome que « de grands maux auraient été évités et que la tâche des *législateurs actuels* aurait été *singulièrement simplifiée* si, *à l'aurore du développement de la grande industrie*, une législation prévoyante s'était attachée à *protéger l'enfant*, à assurer à l'ouvrier *le repos hebdomadaire,* à réprimer les ravages *naissants* de l'alcoolisme », pour s'écrier enfin, avec une complaisance pleine de conviction, « *que ce sera l'honneur du Gouvernement que le pays s'est donné en 1884*

N. B. Cette note devait être jointe au rapport de M. de Smet de Naeyer sur la proposition de loi ayant pour objet la revision de certaines dispositions de la Constitution; mais ayant été remise après la publication du rapport, on a obtenu de la Chambre qu'elle ne fût pas insérée dans les documents parlementaires

d'avoir compris cette vérité, mieux que ses devanciers, et surtout d'y avoir conformé sa politique » (*Rapport,* page 65.)

L'heure venue, il sera facile de faire justice de ces assertions dénigrantes, qui prouvent seulement que l'on connaît très mal notre histoire ou que l'on n'en tient aucun compte. En attendant, sans parler de la loi interdisant le payement des salaires dans les cabarets, inconstitutionnellement suspendue dans un intérêt électoral, qui serait une preuve concluante à l'appui de la sollicitude dont on se vante pour les ouvriers et des éloges que l'on se décerne, il sera permis, au risque de troubler un rêve dans lequel il paraît doux de se complaire, de rappeler quelques actes, presque tous combattus par nos adversaires politiques, qui, peut-être, pourraient bien peser un peu plus dans la balance de la justice, que ceux qui ont été accomplis depuis « la régénération des classes dirigeantes », heureusement arrivée, paraît-il, en l'an de grâce 1881!

Abolition de l'échelle mobile pour les céréales, qui avait pour effet détestable de renchérir artificiellement le prix du pain ;

Institution de la caisse d'épargne et de retraite, avec personnification civile ;

Loi sur les sociétés de secours mutuels et leur personnification civile ;

Suppression des livrets obligatoires pour les ouvriers ;

Abolition de la mesure inique, portant que le maître serait cru, sur son affirmation, pour la quotité des gages et le payement des salaires dans un conflit avec ses ouvriers ;

Liberté de la coalition des ouvriers à l'égal de la même liberté réservée jusque-là aux patrons ;

Loi pour faciliter l'érection d'habitations ouvrières et accordant la personnification civile aux sociétés qui se créeraient dans ce but ;

Loi sur le débit des boissons distillées en vue d'entraver l'alcoolisme ;

Grande enquête sur la condition des ouvriers mineurs et mesures d'amélioration qui en ont été la conséquence ;

Loi instituant, au profit de plus de treize mille miliciens chaque année, appartenant aux classes ouvrières, une pension de cent cinquante francs dont ils pouvaient jouir à l'âge de 55 ans et même immédiatement s'ils étaient frappés d'incapacité de travail dans l'exercice de leur profession civile, loi qu'on a trouvé bon de supprimer ;

Loi qui a créé les sociétés coopératives et leur a donné une personnification civile ;

Institutions de crédit qui ont permis de développer le commerce, l'industrie et le travail ;

Abolition des octrois ;

Suppression de l'impôt du sel qui prélevait le prix de plusieurs journées de travail sur le salaire d'une famille d'ouvriers, ce sont là, au milieu de beaucoup d'autres inutiles à énumérer ici, des actes qui prouvent assez bien, semble-t-il, que ce n'est pas d'aujourd'hui que date le légitime souci des mesures favorables aux classes laborieuses, de la part au moins de cette fraction « des classes dirigeantes » qui n'a pas attendu les tristes événements de 1886 pour songer, suivant ce qu'on nous assure, aux intérêts des ouvriers.

En dépit des faits et des œuvres législatives les plus notoires, M. le rapporteur s'écrie cependant, avec un sérieux imperturbable et une sorte d'indignation : « *Les auteurs de la note ne sont-ils pas les adversaires de toute personnification civile accordée en vue d'intérêts moraux ou sociaux?* » (*Rapport,* page 64.) Les mesures que l'on vient d'énumérer répondent à la question. Les auteurs de la note du 7 septembre sont les adversaires des personnifications civiles inutiles ou dangereuses pour le bien de la société comme l'étaient les membres du Congrès national, dont eux et leurs amis ont continué à faire prévaloir l'opinion, malgré les efforts de la réaction dirigée contre elle depuis cinquante ans.

On n'attachera pas plus d'importance qu'il ne convient à la date de l'introduction du suffrage universel direct en France. Une observation faite à ce sujet, et qui était opportune pour montrer que ce régime est récent chez les grands peuples modernes, a été prise en mauvaise part. Tout le monde peut se tromper, d'autant plus aisément lorsqu'il s'agit d'une idée assez répandue comme vraie et qui est fausse. Personne n'a le privilège d'être exempt d'erreur ; le tort, c'est d'y persévérer et de la vouloir transformer en vérité. Il serait superflu de rechercher des documents au sujet du régime électoral de la France en 1793; il suffit de faire remarquer que les citations que contient le rapport prouvent précisément le contraire de ce qu'il aurait fallu établir. La minorité avait contesté cette affirmation, « que le suffrage universel avait été inauguré en 1793 » ; elle soutenait que, à cette époque, le suffrage n'était pas direct, mais à deux degrés. On invoque, sous prétexte de contredire ce fait, quoi ? « les conditions fixées pour être admis à voter *dans les assemblées primaires* (*Rapport*, page 63), c'est-à-dire les assemblées du premier degré pour le choix des électeurs; on invoque M. Mignet, qui mentionne textuellement *le vote à plusieurs degrés* (*Rapport*. page 66). ce qui ne prouve pas que, dans l'époque révolutionnaire surtout où l'on était, ce système fût à l'abri de critique, comme le montre M. Taine dans le passage de l'un de ses écrits que l'on reproduit (*Rapport*, page 66). Il n'en reste pas moins avéré que le suffrage universel *direct*, que tous les publicistes distinguent avec soin du même suffrage à deux degrés, n'a jamais été appliqué en France avant 1848.

On ne peut laisser dire sans protester que l'on aurait représenté l'honorable rapporteur comme ayant donné « des arguments ou fait des aveux favorables à la cause de la démagogie » (*Rapport,* page 63) Il serait assurément fort injuste ou plutôt ridicule de lui imputer de pareilles opinions, et il faut des commentaires absolument inadmissibles pour se persuader que l'on ait pu songer à les lui attribuer. Peut-être certaines personnes, en y mettant un peu de malignité, auraient-elles pu croire qu'il avait voulu se donner un petit vernis démocratique dans le goût du jour, ce qui se comprendrait, d'ailleurs, au moment où l'on sortait du Congrès de Malines, et en répétant ainsi, sans trop de réflexion, des accusations contre la bourgeoisie qui ont cours dans certains milieux. Quant à nous, nous n'avons vu que l'accusation elle-même, et nous ne pouvions, sans faiblesse inexcusable, la laisser

passer sans la relever. M. le rapporteur répète à diverses reprises que la situation imaginaire dans laquelle il croit être au sujet de ses opinions résulte de ce qu'il ne lui aurait pas été permis « de préciser certaines expressions de manière à écarter toute possibilité d'équivoque » (*Rapport*, p. 63), et de ce que, « ayant offert de développer sa pensée, la minorité s'y serait *obstinément refusée* » (*Rapport*, p. 64).

Ce n'est pas la minorité, ce sont tous les membres de la section centrale sans distinction qui ont unanimement reconnu que les écrits qui étaient en discussion ne pouvaient être changés de manière à rendre ridicule ou dérisoire la contradiction également écrite qui venait à la suite. Nous sommes certains sur ce point de n'être contredits par personne. On a répété à satiété que M. le rapporteur conserverait la plus absolue liberté de s'expliquer comme il le trouverait bon dans sa réplique. Il en a usé, et l'on peut juger maintenant en pleine connaissance de cause de la valeur des idées qui ont été exprimées.

II.

Après ces récriminations peu justifiées, faisant suite à des considérations sur la politique des partis au sujet des ouvriers, qui n'étaient ici qu'un hors-d'œuvre dont l'habileté pourra être contestée, M. le rapporteur s'occupe des systèmes électoraux qu'il conviendrait de substituer à celui qui est inscrit dans l'article 47 de la Constitution.

La minorité, à qui l'on reprochait de demander la revision de cette disposition et de n'indiquer rien pour la remplacer, a relevé cette erreur en rappelant qu'elle demandait l'extension aux élections générales du régime applicable aux élections communales.

Ce régime est en pleine vigueur depuis huit ans.

Au lieu de 134,000 électeurs, il donnerait incontinent, sans trouble, sans perturbation, sans exiger des restrictions dans nos institutions communales, un corps électoral de plus de 534,000 électeurs, destiné, par le jeu régulier de la loi, à s'accroître notablement chaque année.

Que l'on ne se méprenne pas sur notre insistance à cet égard ; nous n'avons ni l'ambition, ni l'espérance de convaincre ou de séduire la majorité. C'est au pays que nous nous adressons ; l'heure des responsabilités est peut-être prochaine, et nous entendons dégager la nôtre.

M. le rapporteur combat de nouveau, mais point par des arguments nouveaux, la loi de 1883 qui a adjoint les capacités au cens (*Rapport*, pages 71 et suivantes). Dans la pensée de fortifier son opposition, il a pris la peine de remonter à des discussions parlementaires qui eurent lieu il y a un quart de siècle, et d'y emprunter des citations qui ont le tort d'être à côté de la question, le principe agité étant alors tout différent de celui qui a été admis depuis. S'il rencontre sur son chemin l'opinion d'un de nos amis politiques — M. Van Humbeek — qui marqua son indifférence pour un projet de loi discuté il y a plus de trente ans (*Rapport*, page 69), parce qu'il n'avait pas « pour conséquence d'initier à la vie publique l'élite des classes ouvrières », c'est encore l'objet d'une citation — et les citations ne manquent cependant

pas dans ce document; — mais elle prouve, contrairement à ce que veut établir M. le rapporteur, que M. Van Humbeek appréciait autrement la loi de 1883, puisqu'il l'a proposée et votée et ne l'a jamais reniée. D'autres qui étaient partisans de cette loi ont ensuite changé d'avis — M. Olin, — ce qui est l'objet d'une citation nouvelle (*Rapport,* page 72). Mais tous ces faits sont parfaitement connus; on parait croire qu'ils sont un peu piquants; beaucoup trouveront peut-être qu'ils sont assez puérils et que ce ne sont pas là les éléments d'une discussion sérieuse.

Cette loi a des côtés défectueux, dit-on; il faut les corriger s'il est démontré qu'ils existent. Elle donne lieu à des critiques! Quelle loi et surtout quelle loi électorale en pourrait être exempte? On conteste son caractère pratique... Mais elle existe, elle fonctionne, en Italie aussi bien que chez nous, et, dans ses résultats généraux, elle ne porte aucune atteinte à un intérêt respectable. Elle renferme toutes les conditions d'ordre, de stabilité et de sécurité que l'on doit désirer dans un organisme destiné à servir à la constitution des pouvoirs publics.

Mais, dit-on encore, il n'ouvre pas assez grand l'accès de l'urne aux ouvriers; — qu'on l'élargisse; — il y aurait peu ou point d'ouvriers dans le corps électoral, selon M. le rapporteur; il conteste « que les 60,000 capacitaires par examen appartiennent, en grande partie, aux classes laborieuses » (*Rapport,* page 75) Il a des renseignements qui lui font un devoir de contester absolument cette assertion » (*Rapport,* page 75); seulement il ne les produit pas; il n'indique pas quelle partie il faudrait déduire et encore moins pour quelle raison il faudrait exclure ceux qui ont affronté l'examen et y ont réussi. Il est facile de discuter de cette façon. Nous tenons qu'il existe dans le corps électoral des milliers d'ouvriers, et des meilleurs. La loi de 1889, qui n'était pas sans quelque idée politique, comme le prouve indubitablement l'exécution qu'elle a reçue, en a fait rayer des listes électorales un grand nombre : nouvelle preuve de sollicitude pour les ouvriers: comme si l'on n'avait pas pu la leur témoigner en leur conservant le droit électoral pour la commune et la province! On retranchera de plus les contremaîtres, déclare M. le rapporteur! Parce que dans quelques petites villes ou dans quelques villages on a abusé du titre de contremaître, à ce que l'on assure, on chassera cette élite des ouvriers du corps électoral! Et puis on dira: Il n'y a pas assez d'ouvriers dans le corps électoral que vous vantez!

Nous ajoutons qu'en vertu d'une disposition de la loi de 1883, chaque année il entrera dans le corps électoral 10,000 électeurs, appartenant presque tous aux classes laborieuses, sortant des écoles d'adultes ou ayant obtenu les trois cinquièmes des points dans les concours des classes supérieures des écoles primaires, publiques ou libres, placées sur un pied parfait d'égalité.

Chose inouïe, chose prodigieuse, on nous répond : « Ils ne sont pas assez instruits! » L'enfant qui aura « remporté des succès à l'école primaire peut, à sa majorité, ne plus remplir aucune des conditions auxquelles la société est en droit de subordonner l'exercice du droit électoral ». (*Rapport,* page 73.)

Et de qui vient cette objection? De ceux qui annoncent que le fait seul de l'*occupation* conférera le droit électoral, et qui refusent absolument d'exiger une condition de capacité! En quoi ces 10,000 électeurs dont nous parlons

seront-ils inférieurs aux occupants? Que la critique eût été produite par ceux qui voudraient requérir une capacité plus élevée, non présumée, mais prouvée, on l'aurait compris. Mais de la part de nos contradicteurs!..... c'est à désespérer de la logique et même de quelque chose de plus. Si c'est à l'habitation qu'ils attachent la récompense civique, ils peuvent être tranquilles; pour être diplômés, ces électeurs n'auraient pas moins un logis.

Ce n'est pas le moment de reprendre par le menu les prétendus vices que l'on signale dans la loi de 1883: des discussions ultérieures en feront justice. Mais il faut s'arrêter un instant à un argument, nouveau celui-là, fort inattendu, que M. le rapporteur considère comme triomphant et décisif. Vous avez rappelé, dit-il, d'après M Taine, le rôle que jouent en France, dans le suffrage universel, *les charlatans et intrigants, médecins ou avocats de quatrième ordre, lettrés de rebut, demi-lettrés d'estaminet, parleurs de clubs et de coteries;* or, s'écrie-t-il d'un air vainqueur: « Est-ce que tous ces charlatans et intrigants, ces lettrés de rebut et ces demi-lettrés d'estaminet, ne seraient pas tous électeurs par le *capacitarisme*?... Que dire d'un régime apprécié de pareille façon par ses protagonistes eux-mêmes? »

La licence de cette conclusion est hardie, on en conviendra. Par malheur pour son succès, elle manque un peu de sens. Est-ce que les mêmes éléments ne seront pas tous dans le corps électoral en vertu de l'habitation ou de l'occupation? Et faudrait-il nous écrier à notre tour — si nous ne craignions un peu les rires moqueurs — « que dire d'un régime apprécié de pareille façon par ses protagonistes eux-mêmes? »

M. le rapporteur y a songé, et il échappe à la difficulté. « *Imposez* à ces lettrés, écrit-il (*Rapport,* page 75), à ces demi-lettrés, *imposez-leur un foyer, surtout un foyer stable, l'habitation continue, pendant un an, d'un même foyer qui ne soit pas une seule chambre,* la plupart d'entre eux *disparaîtront des listes* pour faire place au petit bourgeois, à l'ouvrier probe et laborieux, aux meilleurs éléments qu'il importe d'introduire dans le corps électoral. »

L'expédient est ingénieux et à la portée de tous les législateurs. Les intrigants, les charlatans, les médecins et avocats de quatrième ordre, n'ayant ni feu ni lieu, comme chacun sait, on leur *impose* un foyer qui ne soit pas une seule chambre, — non, une seule chambre ils y entreraient — et, *hic et nunc,* les voilà chassés du corps électoral et remplacés par « de bon petits bourgeois et des ouvriers laborieux! »

Nous aimons cette simplicité dans les moyens et nous respectons la foi robuste qui croit à leur efficacité par la grâce du foyer! Les Français avaient bien pensé à exiger un domicile, une résidence pendant un temps plus ou moins long; mais ils n'ont pas été assez malins, malgré leur réputation, « *pour exiger un foyer qui ne soit pas une seule chambre,* » et c'est là que se sont réfugiés « les médecins et les avocats de quatrième ordre et les charlatans » qui leur font tant de mal. Il nous sera permis de penser néanmoins que ces mauvais éléments subsisteront, à des degrés divers, dans les corps électoraux, quel que soit le mode de leur constitution. Mais il est de toute évidence que l'influence de ces éléments, nulle ou médiocre sur un corps électoral éclairé, est à la fois funeste et facile à exercer sur un corps électoral

ignorant, comme l'est celui formé par le suffrage universel. Tel est le sentiment de l'écrivain, que l'on ne paraît pas avoir compris.

Le spectacle que le suffrage universel a donné sous ses yeux était fait assurément pour justifier son jugement.

Un peuple merveilleusement doué, brillant au premier rang dans les lettres, les sciences et les arts, ayant d'éminentes qualités, sobre, laborieux, économe, spirituel autant que brave, d'une admirable vitalité, se relevant de ses désastres avec un courage et une énergie incomparables, a été soumis aux plus déplorables vicissitudes depuis qu'il est doté du suffrage universel, et à cause du suffrage universel.

Que de résultats admirables cependant n'en avait-on pas fait espérer en France en 1848! — Et, à notre tour, on nous les promet aujourd'hui avec la même ferveur. — Il devait faire un apaisement général! Plus de troubles, plus d'émeutes, plus d'insurrections : « le bulletin de vote allait remplacer le fusil » ; on le déclarait en propres termes. Les revendications populaires auraient un organe pour se faire entendre et se faire obéir. Les radicaux, pleins d'un enthousiasme béat et d'illusions décevantes, jugeant des dipositions d'un peuple et de l'état de son esprit par les petits cénacles au milieu desquels il s'agitent, attendaient avec une confiance sereine l'élection d'une assemblée politique par le suffrage universel. Ils savaient, à n'en pas douter, que la majorité y serait largement démocratique. Il y eut pourtant, par exception, quelques rares radicaux clairvoyants qui avaient des doutes et des inquiétudes. Au grand ébahissement des croyants, l'assemblée élue fut réactionnaire : on y comptait à peine quelques ouvriers. On s'insurgea contre elle; la révolte fut étouffée dans une répression terrible et sanglante.

La dictature s'offrit ; le suffrage universel l'acclama. Elle lui demanda la suppression de toutes les libertés publiques; on lui en fit le sacrifice par des millions de voix comme on en compta jamais, et la dictature fut successivement confirmée avec la même ardeur et les mêmes millions de voix jusqu'au jour où elle conduisit la France à Sedan.

Le gouvernement que la nécessité imposait, le gouvernement du salut public dut, sous l'œil de l'ennemi, sans songer à panser des plaies béantes, traverser et écraser la Commune qui faisait massacrer les otages et incendier Paris; il fut contraint à livrer bataille à ceux qui se prévalaient du suffrage universel, et il fallut le convaincre avant que la France pût reprendre possession d'elle-même.

Et depuis, le Gouvernement a presque toujours été incertain du lendemain. Naguère encore, un soldat porté sur le pavois par le suffrage universel, qui exprimait son sentiment en faveur de son idole chaque fois que l'occasion lui en était offerte, serait devenu le maître de la France si quelques hommes n'avaient eu l'énergie et le courage de le déférer à la justice, qui le rendit inéligible.

A l'heure actuelle, en dépit de l'heureuse fortune qui a amené à la tête de la République un homme qui, par son caractère et sa dignité, inspire à tous le respect, la stabilité du Gouvernement qu'il dirige est incessamment menacée.

Aussi ce régime n'a-t-il guère fait de conquêtes et reste-t-il à l'état d'exception en Europe et dans des conditions spéciales. Admis par une sorte de

nécessité pour la constitution de l'Empire allemand, puisque l'on ne pouvait, sans soulever des difficultés et des susceptibilités, prendre le système électoral de l'un ou de l'autre État confédéré pour en faire la loi de l'Empire, contenu d'ailleurs par des freins puissants, il n'a eu la vertu de séduire personne. Ni la Prusse, ni la Saxe, ni la Bavière, ni Bade, ni le Wurtemberg, ni aucune des principautés, ni l'Autriche, voisine, n'ont songé à en faire la base de leurs institutions politiques. L'Angleterre et l'Italie n'ont pas été davantage entraînées jusqu'à présent au suffrage universel. On prétend cependant, dans certains rangs agités et bruyants, que nous sommes menacés d'une contagion à laquelle, seuls en Europe, nous ne saurions résister!

Encore si ce suffrage universel, au risque des maux qu'il porte en ses flancs, pouvait du moins améliorer le sort du plus grand nombre, on pourrait, pour le justifier, invoquer une raison d'une puissance incomparable; car, ainsi que le dit M. Herbert Spencer, « les destinées de la grande majorité sont encore si tristes qu'il est pénible d'y songer. Incontestablement, le type actuel de l'organisation sociale est tel qu'il ne peut être envisagé avec satisfaction par aucun de ceux qui se soucient de leur prochain, et les diverses façons dont les hommes exercent leur activité n'ont rien d'admirable. La forte démarcation des rangs et l'inégalité des ressources y sont en désaccord avec cet idéal des relations humaines que se plaît à formuler une imagination sympathique, et la conduite du commun des hommes, sous la pression et l'excitation de la vie sociale, est bien faite pour choquer sous plus d'un rapport (1) ». Qui donc pourrait se refuser à l'améliorer?

Mais dans quel pays, à quelle époque, dans l'antiquité ou dans les temps modernes, sous quelle latitude le suffrage universel a-t-il tenu les promesses que l'on fait sous ce rapport en son nom? Les mêmes plaintes, les mêmes revendications, les mêmes grèves, les mêmes espérances à mirages douloureusement trompeurs, les mêmes agitations qui se manifestent dans les pays à suffrage plus ou moins restreint, ne se rencontrent-elles pas dans ceux qui sont dotés de l'instrument que l'on représente aux masses comme un moyen de salut? Les réformes propres à améliorer les conditions sociales du plus grand nombre, souvent si tristes, comme nous venons de le rappeler, n'ont-elles pas été accomplies et ne peuvent-elles successivement s'accomplir sans l'intervention du suffrage universel?

De nos jours, les pouvoirs publics ne fussent-ils pas inspirés par des sentiments humains et chrétiens, fussent-ils indifférents aux douleurs d'en bas, ce qui serait abominable et impossible, seraient contraints par des nécessités politiques, par le devoir d'assurer l'ordre public, la sécurité des personnes et des biens, conditions premières de la prospérité d'un peuple, à ne négliger aucune mesure, juste et légitime, pour satisfaire les intérêts des classes laborieuses. Ces intérêts sont aujourd'hui la préoccupation de tous les hommes de science, des écrivains, des publicistes, des économistes les plus éminents; ils s'imposent à tous les hommes politiques, et ce n'est point l'appel

---

(1) M. Herbert Spencer, *A plea for liberty*, London, 1891. Traduit par la *Revue de Belgique*, n° du 15 septembre 1891.

aux masses ignorantes qui donnera la solution des problèmes si complexes et si difficiles qui tourmentent la société. Dans l'ordre moral comme dans l'ordre physique, la lumière vient d'en haut.

III.

Le Gouvernement, la section centrale et son rapporteur se prononcent contre le suffrage universel; c'est bien; mais que vaut cette résolution? Nous allons peut-être voir comment on la rétracte, ou, si l'on veut, comment on la rend stérile.

Ils déclarent qu'une extension du droit de suffrage pour la formation des Chambres est nécessaire.

Ils repoussent l'extension aux élections législatives du régime appliqué aux élections communales et provinciales, connu, éprouvé, donnant lieu à des critiques, sans doute, mais susceptible d'amendements, de corrections s'il y a des griefs fondés, d'améliorations même si l'on croit que sous certains rapports il est insuffisant.

On veut créer un corps électoral sur d'autres bases, donnant 600,000 électeurs. Celui qui existe les donne déjà, ou peu s'en faut.

Il s'agit de fonder le droit électoral sur l'habitation ou l'occupation.

M. le Ministre des Finances repousse le système des Pays-Bas, bien qu'il repose sur l'habitation, parce qu'il exige en même temps le payement d'un certain cens.

Il déclare, par ce motif, que c'est le système anglais qu'il faut préférer : occupation sans payement de taxe

En Angleterre, disait-on, ce système avait été consacré par « l'accord des partis ». On y fait également appel ici pour l'importation, malgré la signification que l'on a donnée naguère à cette demande de concours. On croyait avoir trouvé le moyen de démontrer ainsi qu'une mesure réclamée par l'intérêt public ne pouvait aboutir par le défaut « de patriotisme » de l'opposition. Cette malice n'a eu aucun succès dans l'affaire du service personnel; elle tourna même à la confusion de ceux qui l'avaient mise en avant. Pour ne plus s'exposer à pareille mésaventure, on fait consister l'accord en une adhésion pure et simple, non seulement à une réforme électorale que l'on sait inacceptable, mais à une série de projets de loi et même de revisions constitutionnelles, conditions *sine quâ non* de la seule revision que l'on demande! Et l'on invoque, sans plus de façon, l'exemple des Anglais!

Nous avons fait remarquer que l'accord, loin de se faire, fut vainement tenté en Angleterre sur *la réforme électorale.*

M. le rapporteur, voulant venir en aide à M. le Ministre des Finances, qui avait énoncé le contraire, nous répond (*Rapport,* page 77) que l'entente s'est faite en 1884 *pour la distribution des sièges parlementaires.*

Ce n'est pas de cela qu'il s'agit. A cet égard, on ne pouvait même pécher par ignorance, car l'impossibilité de s'entendre sur *la réforme électorale* se trouve constatée dans le même document, en quelque sorte côte à côte, avec

le fait d'une coopération des chefs des partis *pour la distribution des sièges.*

Quand M. le Ministre des Finances, à l'exemple des ministres anglais, acceptant la responsabilité qui lui incombe, aura fait la réforme électorale, il pourra demander le concours des partis pour établir les circonscriptions ou la division de trop grands collèges électoraux. C'est là qu'on peut l'attendre.

Faite, au surplus, d'une façon ou d'une autre, la loi anglaise existe, et M. le rapporteur s'attache à prouver que la loi qu'il projette sera la même, bien que, selon nous, elle n'en serait que le contre-pied.

Afin de mieux démontrer notre erreur et porter la conviction dans les esprits, il met en regard la formule anglaise et celle qu'il propose de faire décréter. (*Rapport,* page 83.)

Seulement il retranche de la première ce qu'il a lui-même publié (annexe *G*, pages 121 et 122), un rien, il est vrai, une bagatelle comme celle-ci :

« *L'immeuble occupé doit être imposé à la taxe des pauvres.*

» *Dans les comtés, il suffit que l'occupant ait acquitté, le 20 juillet au plus tard, les termes de ladite taxe échus au 5 janvier précédent. L'occupant, dans les bourgs, doit avoir en outre acquitté à cette date toutes taxes communales dont il est grevé, dues au 5 janvier de l'année courante.*

» *La loi érige en délit de corruption le fait, de la part de toute personne, de payer pour autrui le montant de ces contributions, dans le but soit de lui faire attribuer le droit électoral, soit d'exercer une pression sur son vote.*

» *Mais on admet que le bailleur paye à la décharge de l'occupant sa dette d'impôts, à moins qu'il n'agisse dans une intention frauduleuse et corruptrice.* »

Et cela fait, il tombe en extase devant l'identité des textes !

Avec une pareille habileté de coups de ciseaux, on peut aller loin; cette invention nouvelle est propre à porter beaucoup de lumière dans l'étude des législations comparées. C'est l'histoire renouvelée de ce paysan à qui l'avocat qu'il consultait avait fait lire la loi condamnant sa prétention, et qui, ayant réussi à enlever le feuillet du Code à la dérobée, s'imaginait qu'il allait gagner son procès.

M. le rapporteur fait de même. Ce qu'il a supprimé ne compte plus, et il entreprend résolument de prouver que le droit électoral en Angleterre n'est soumis au payement d'aucune taxe.

Notre étonnement fut grand en entendant cette appréciation du système. Elle contrariait toutes les idées résultant de l'étude que l'un de nous venait de faire de la loi électorale à laquelle on se référait. Craignant d'avoir commis quelque erreur, il écrivit à l'un de ses amis à Londres, qui s'adressa à un spécialiste, — comme il convient dans ce pays en matière de législation, peu accessible au profane, même quand elle est usuelle, — et, afin d'éviter toute méprise ou équivoque, il s'était enquis en même temps du point de savoir s'il n'y avait pas quelque distinction à faire au sujet de cette taxe. L'homme éminent dont l'avis était demandé répondit : « *Il n'y a pas de doute* que l'obligation de payer la taxe des pauvres, comme une condition de la franchise électorale, s'applique à la totalité de la taxe appelée taxe des pauvres, pour quelque cause qu'elle soit levée, aussi bien que pour la portion demandée et dépensée pour secourir les pauvres. »

Sur ces entrefaites on apprit qu'un de nos jeunes écrivains, de beaucoup de mérite, se disposait à publier un écrit sur *les réformes parlementaires en Angleterre et la législation électorale anglaise* (1). M. le rapporteur obtint « de l'obligeance de l'auteur d'en pouvoir communiquer les épreuves à la section centrale. » (*Rapport*, page 76.) Il trouvait ce travail fort bien fait et le louait très justement. Il est maintenant imprimé et se trouve dans les mains de tous ceux qui s'occupent de la question. Cela n'a pas suffi à M. le rapporteur, tant il attachait d'importance à cette étude, et, ayant des loisirs, sans doute, il s'est donné la peine d'en faire une analyse tellement étendue que l'on pourrait la considérer comme une copie ; il en fait une annexe à son rapport, ce qui n'en diminue pas le volume. Nous l'ouvrons (page 35 ; voyez aussi *Rapport*, pages 121 et 122, annexe G) et nous voyons — ce que nous avons déjà cité et que nous répétons à dessein, dans l'espoir de faire tomber la cataracte — qu'après avoir indiqué les divers titres électoraux : l'*occupation franchise*, le *household franchise*, la *service franchise*, la *lodger franchise*, on dit en propres termes, pour ce qui regarde l'*occupation franchise* : « *l'immeuble doit être imposé à la taxe des pauvres.*

» *Dans les comtés, il suffit que l'occupant* ait acquitté, le 20 juillet au plus tard, les termes de ladite taxe échus au 5 janvier précédent. *L'occupant dans les bourgs* doit avoir en outre acquitté à cette date *toutes les taxes communales dont il est grevé*, dues au 5 janvier de l'année courante.

» *La loi érige en délit de corruption le fait, de la part de toute personne, de payer pour autrui le montant de ces contributions, dans le but soit de lui faire attribuer le droit électoral, soit d'exercer une pression sur son vote.*

» Mais on admet que le bailleur paye à la décharge de l'occupant sa dette d'impôts, à moins qu'il n'agisse dans une intention frauduleuse ou corruptrice. »

Nous reproduisons ce passage dans notre première note, en faisant remarquer que la taxe des pauvres est énorme, qu'elle monte à plus de 370 millions de francs pour l'Angleterre et le pays des Galles seulement, et voilà que l'on nous accuse « de faire un tableau fortement poussé au noir, péchant par omission, contenant des inexactitudes », etc. (*Rapport*, page 80), et pour un peu on jetterait au feu, si on l'osait, ce document dont on se faisait une arme pour justifier le projet que l'on cherche à faire prévaloir. Mais on ne se rend pas ; on maintient une dénégation téméraire et l'on recherche du moins une autorité pour essayer de la justifier. On cite une lettre manifestement écrite au courant de la plume, adressée à un de nos compatriotes par un ancien ministre anglais, qui pourrait donner à une personne inattentive ou peu au courant des choses, une idée fausse du régime électoral anglais, et qui confirme en réalité ce que nous avons établi.

Cette lettre porte « que le principal droit de suffrage n'est pas, comme on le croit, dit-il, en Belgique, le payement d'un loyer de 10 livres... (C'était l'objet de la question qui avait été posée.) La vraie base est le suffrage d'occupation, et le plus pauvre parmi les pauvres peut en bénéficier. *Il suffit que son propriétaire paye pour lui la taxe des pauvres.* (On la paye donc !).....

---

(1) M. Paul Hymans, *Revue de Belgique*, 1891.

» Un manouvrier peut donc être électeur, pourvu qu'il occupe une maison appartenant à autrui. Il peut ne payer ni loyer, ni taxes..... Expliquez cela à vos lecteurs..... Notre suffrage est un *household franchise* pur et simple, très étendu, sans base d'argent, *puisqu'il s'applique aux occupants de locaux dont les taxes sont payées par d'autres.* « (*Rapport,* page 81.) (On la paye donc!)

Et le rapport triomphe : » Cette lettre, qui émane d'un des principaux (?) auteurs de la loi de 1884, est, dit-il, décisive et définit très nettement le caractère de la législation anglaise : un *household suffrage* pur et simple, dans le fonctionnement *duquel l'impôt ne joue qu'un rôle tout à fait accessoire.* » (*Rapport*, page 82.) Cette traduction ne passera pas pour être trop scrupuleuse.

On croit rêver. On a vu dans quel cas et sous quelle condition (voy. ci-dessus, page 11) un bailleur peut payer pour son locataire. Mais que la taxe soit acquittée par l'un ou par l'autre, le payement de l'impôt en est-il moins *la condition de l'exercice du droit électoral?* La taxe est légalement due par l'*occupant.* Se figure-t-on un pays de Cocagne dans lequel les propriétaires, ou d'autres amateurs, se chargent de payer des centaines de millions sans les récupérer sur les locataires et les occupants, afin que ceux-ci soient électeurs! Et c'est ainsi « que l'impôt ne joue qu'un rôle tout à fait accessoire » en cette affaire! Il n'y a pas de crédulité assez robuste pour prendre ces contes fantastiques pour des réalités.

Mais, du moins, on nous reproche de n'avoir « fait mention ni de la *service franchise,* ni de la *lodger franchise,* deux modalités du *household franchise* qui n'imposent à l'occupant le payement d'aucune espèce de taxe. » (*Rapport,* page 80.)

Nous le confessons; mais c'est par la raison que cela ne compte pas. Il est vrai que l'auteur de la lettre que M. le rapporteur trouve si décisive signale le fait à l'attention de son correspondant. « N'oubliez pas, dit-il, que nous avons aussi la franchise des locataires. Nous entendons par ce mot *lodger,* toute personne occupant un logis lorsque le propriétaire ou le principal locataire habite les lieux ou se réserve un contrôle. » (*Rapport,* page 81.)

Mais ce cas exceptionnel est insignifiant quant à l'électorat. L'honorable rapporteur ne peut ignorer que ce sont les occupants, ceux qui doivent acquitter la taxe pour être électeurs, qui forment, avec les propriétaires, presque la totalité du contingent d'électeurs.

M. le rapporteur connaît l'étude de M. Hymans. Il l'a lue, relue, méditée, analysée et commentée. On pourrait croire qu'il ne l'a pas fait assez attentivement, car il y aurait vu que les *householders,* les occupants, imposés comme tels à la taxe des pauvres, étaient, pour l'année qu'il cite, au nombre de 4,965,638.

Les *owners* (propriétaires), qui ne payent pas une taxe d'*occupation,* puisqu'ils payent la taxe imposée à la propriété, au nombre de 567,036.

Les *lodgers,* ces fameux *lodgers* que nous avons omis de mentionner et que la lettre « décisive » signale avec soin, s'élevaient jusqu'à 72,259! (1). Voilà,

---

(1) M. P. Hymans, *ouvrage cité,* page 41.

sur près de 6 millions d'électeurs, ceux qui sont exemptés du payement de la taxe! Et encore est-ce inexact, en ce sens qu'il n'y a pas affranchissement de l'impôt, puisqu'il est acquitté par le propriétaire ou le principal locataire.

Nous avons donc eu raison de dire que fonder le droit électoral sur le principe de l'occupation sans avoir à payer aucune taxe, est le contre-pied de la loi anglaise que l'on prétend importer chez nous.

Les conséquences de cette différence capitale vont maintenant apparaître.

D'après les données de M. le Ministre des Finances et celles de M. le rapporteur, il avait été permis de conjecturer, en l'absence de statistiques précises, malgré le chiffre de six cent mille qu'ils indiquaient, que le système projeté de l'occupation donnerait huit ou neuf cent mille électeurs, un million peut-être.

N'en croyez rien, n'en croyez rien, nous assure-t-on maintenant avec une sorte d'effroi (*Rapport,* page 86 . On nous a bien dit qu'en prenant pour base l'occupation d'une maison d'un revenu cadastral de 30 francs, « il n'y aurait guère de logement ouvrier dont le principal occupant ne serait pas électeur » (voy. *Rapport,* pages 25 et 26). On nous a bien dit qu'il y a, en Belgique, 764,689 maisons qui « permettent à leurs occupants d'atteindre au droit électoral » (voy. *Rapport,* page 33).

La minorité, prétend-on, tire de là de fausses conclusions. Elles avaient été tirées d'avance, semble-t-il, par les auteurs des propositions. Mais voyons la critique; on la formule ainsi : « Un ménage par maison, un électeur par ménage, il n'est pas possible de simplifier davantage. Malheureusement la simplicité de ce calcul n'est égalée que par son inexactitude. Les membres de la minorité, et l'on peut s'en étonner, traitent en quantité négligeable les conditions de l'indigénat, du sexe, de l'âge, du domicile et de la durée de l'habitation! » Ainsi parle M. le rapporteur (*Rapport,* page 86).

Son erreur est manifeste. On tient parfaitement compte du sexe et de l'âge, puisqu'on n'indique que les individus mâles et majeurs, et que bien évidemment il en existe souvent même plus d'un par maison et par ménage. On suppose, jusqu'à preuve du contraire, que les occupants réunissent les conditions de domicile et d'indigénat.

Donne-t-on seulement quelques indications à ce sujet? Aucune. On se contente de répondre « qu'il n'est pas facile de traduire en chiffres exacts l'importance numérique de ces éléments... » (*Rapport,* page 86), et l'on cherche à le déterminer de la façon la plus étonnante.

On invoque un document qui établit « le rapport des électeurs aux *contribuables* ».

Les contribuables comprennent les femmes, les mineurs; les mêmes contribuables apparaissent sur plusieurs cotes, et l'on a trouvé, paraît-il, — le document est à contrôler, — « que, sur cent *contribuables,* soixante seulement réunissent les conditions de l'électorat » (*Rapport,* page 83).

De toute évidence, il n'y a rien à conclure de là sur le nombre des électeurs par rapport aux *occupants.*

Néanmoins, M. le rapporteur n'hésite pas, et il affirme résolument que l'on peut « *tenir pour certain que l'écart entre le nombre des occupants et celui des électeurs ne sera pas inférieur à 30 %. C'est environ 240,000 électeurs à*

déduire du chiffre de 800,000. On admettra que la rectification (??) *valait la peine d'être signalée* ». (*Rapport,* page 86.)

Bonheur suprême! Victoire inespérée! Le chiffre de 600,000 électeurs annoncé, et même moins, ce qui vaut mieux pour rassurer des conservateurs timorés, ce chiffre désiré et promis est enfin découvert! Et encore, on y a mis de la modération : on pouvait, au gré de la fantaisie, prendre un chiffre plus élevé que 30 % et se donner librement le résultat que l'on aurait préféré, car ce 30 % est une pure invention pour arriver à déduire 240 de 800

Par malheur, on ne pense pas à tout. On a fait des recherches pénibles, on s'est abandonné à des calculs très extraordinaires, sans se demander s'il n'y avait pas quelque moyen assez simple de connaître d'une manière exacte, ou tout au moins très approximative, quelle serait la composition du corps électoral fondé sur l'*occupation.*

On entend dire parfois : le système anglais de l'occupation est voisin du suffrage universel; un membre de la Chambre déclarait dans la dernière session : c'est presque le suffrage universel.

Il y a là une grande exagération, et il n'est pas sans utilité de rectifier ces idées.

En admettant que les individus mâles et majeurs soient, en Angleterre comme en Belgique, de 29 % de la population totale, le suffrage universel y porterait à plus de 11 millions le nombre des électeurs; le suffrage de l'occupation donne, en chiffres ronds 6 millions ; il faudrait donc presque doubler le chiffre des électeurs actuels pour atteindre au suffrage universel.

Mais voyons ce que produit l'électorat fondé sur l'occupation par rapport à la population. Le nombre des électeurs étant, en Angleterre, de 3,582,362, chiffre de 1889, sur une population de 37,808,892 habitants à la même époque, se trouve représenter 15 $^{81}/_{100}$ % de cette population, et d'après les mêmes bases on aurait, en Belgique, 15 $^{81}/_{100}$ de 6 millions, soit 949,200 électeurs.

Il n'y a rien à déduire du chiffre anglais « du chef de l'indigénat, du sexe, de l'âge, du domicile et de la durée de l'habitation », puisqu'il ne représente que le nombre de ceux qui réunissent *toutes les conditions* exigées par la loi électorale, et qu'il n'y a aucune raison de supposer que, sous ce dernier rapport, les proportions ne seraient point les mêmes qu'en Angleterre.

Si, au lieu de 21 ans, âge anglais, on adoptait ici 25 ans, le nombre des électeurs resterait encore de 842,415.

Mais nous avons établi que le droit électoral dans la Grande-Bretagne est subordonné au payement d'une taxe très considérable qui s'élève pour l'Angleterre et le pays de Galles à 370 millions de francs, soit en moyenne fr. 14 20 c^{s} par tête d'habitant, et, pour le chef d'une famille de cinq personnes, un impôt à acquitter de plus de 70 francs.

En Belgique, au contraire, on voudrait affranchir l'électeur du payement d'une taxe quelconque, fonder le droit uniquement sur le fait de l'occupation, l'attribuer même à ceux qui seraient exempts d'impôts ou pour cause de misère, ou par une faveur de la loi. Dans ces conditions, le nombre des électeurs ne serait pas proportionnellement le même qu'en Angleterre; il serait nécessairement beaucoup plus élevé.

En ce temps fertile en miracles, on réussira peut-être à en obtenir un qui empêche ces effets mathématiques de se produire.

Il n'y aurait en Belgique qu'une limite : c'est le revenu cadastral de l'immeuble donnant lieu au droit électoral fondé sur l'occupation. Mais autant de fois ce revenu sera celui d'une habitation donnée, autant de fois il pourra ouvrir un droit électoral, admirable office de fraude et de procès. Ainsi un immeuble d'un revenu cadastral de 100 francs, dans une localité où le minimum est 30 francs, peut conférer l'électorat à trois occupants, et ainsi de suite selon l'importance du revenu cadastral ; mais, en l'absence de tout abus, par l'effet régulier de la loi, on voit l'extension que peut comporter le droit résultant de l'occupation

C'est encore le contre-pied du système pratiqué en Angleterre. Là le fils de famille, résidant sous le même toit que le chef, n'est pas électeur. Ainsi l'on vit le marquis de Hartington, fils du duc de Devonshire, habitant avec son père, n'avoir pas le titre électoral, tandis que son garde, occupant une maison distincte dans son parc, était électeur. Ici, tous les fils de famille restant dans la demeure paternelle, tous les domestiques pourront être électeurs, si le revenu cadastral se prête à la division.

D'un autre côté, la combinaison qui joint certaine étendue de culture à une habitation, ouvre une nouvelle porte à l'accroissement des électeurs, et, cette fois, des électeurs ruraux. Quelle en sera l'importance? On ne possède aucun renseignement qui permette de l'apprécier. Mais la mesure aura des effets, et c'est bien pour cela qu'on la veut introduire.

On est donc fondé à croire que le corps électoral qu'il s'agirait de créer ne saurait guère être inférieur à 900,000 ou un million d'électeurs, parmi lesquels l'ignorance aura la plus grande place. Nominalement, ce ne sera pas le suffrage universel ; il en aura tous les effets pour notre pays.

Dans ces conditions, les destinées de la Belgique seraient écrites. La domination cléricale par les majorités parlementaires serait définitivement établie pour un temps dont il n'est donné à personne de prévoir le terme. Elle ne rencontrera de résistance appréciable que dans des collèges électoraux des provinces wallonnes, et la division des Flamands et des Wallons prendrait un caractère plus grave et plus dangereux. A peu d'exceptions près, cette domination régnerait dans toutes nos communes, sauf probablement dans les grandes communes industrielles où les socialistes auraient en main l'autorité qui doit garantir l'ordre public.

Une loi électorale ne se déduit pas de principes scientifiques applicables partout, comme ceux des sciences exactes; elle est l'œuvre de l'expérience et en subit toutes les influences. Telle loi qui répond à l'état social, politique, économique d'un peuple et produit là de bons effets, donnerait ailleurs, dans un milieu différent, les résultats les plus funestes.

En pays protestant, où la diversité des sectes est la source et la garantie de la liberté individuelle en matière religieuse, et comme conséquence, en matière politique, la loi du nombre n'agira pas comme chez une nation où l'immense majorité professe le même culte et accepte avec soumission, dans les rangs les plus nombreux et les plus ignorants, la direction politique de ses chefs religieux ; dans les régions ténébreuses des masses, on ne fait pas la distinction entre les choses qui sont de la foi et celles qui sont de la politique. En aucun pays du monde, le clergé n'a une puissance pareille à celle qu'il a chez nous, et, grâce à lui, le parti clérical, qui est son organe laïc, n'a une discipline com-

parable à celle à laquelle il obéit ici. Ce serait se faire une étrange illusion de s'imaginer que l'appel à l'électorat du plus grand nombre d'hommes possible. un million ou un million cinq cent mille, en très grande majorité sans indépendance, dépourvus d'instruction et subissant la pression ecclésiastique. affranchirait le pays de la domination cléricale. Ils serviront à l'accroître et à la consolider.

Aux yeux de certaines personnes cependant. le nombre est tout; il est la justice et la lumière; c'est lui qui doit juger souverainement; il est la voie, la vérité et la vie. On cesse d'être libéral et surtout démocrate, si l'on n'accepte pas ce dogme nouveau. Bientôt les plus libéraux et les vrais démocrates seront les cléricaux. Ils reçoivent déjà des félicitations à ce titre, car on reconnait les libéraux, les vrais libéraux, à ce signe qu'ils veulent créer des électeurs à l'aveuglette, pourvu qu'il y en ait beaucoup, et les cléricaux seront d'autant plus libéraux et démocrates qu'ils se rapprocheront davantage du but poursuivi par les radicaux : le suffrage universel. On les a vus d'ailleurs à l'œuvre; il ne reste qu'à leur accorder de plus grandes facilités pour réaliser leurs desseins. Peut-être alors les radicaux se plaindront-ils d'être trop démocratisés.

Après tout, disent certaines gens, nous ne pouvons avoir pire que ce que nous avons maintenant! Ils semblent persuadés que notre situation politique et parlementaire résulte des vices d'un régime électoral, et se montrent par cela même disposés aux réformes les plus extrêmes, espérant trouver dans l'inconnu la fin du règne d'une écrasante majorité. Ils se trompent, selon nous : les causes sont ailleurs. Elles résident dans des erreurs politiques et de fausses appréciations de l'état des esprits dans le pays. Ils oublient que pendant un quart de siècle, près de la moitié de notre existence comme nation, le corps électoral, souvent consulté, a maintenu l'opinion libérale au pouvoir. Celle ci, fidèle à ses devoirs et à ses traditions, a contenu et fait reculer partout où son intervention était légitime, les prétentions et les envahissements du cléricalisme. Après de longues luttes et des efforts énergiques, elle avait réussi à placer l'enseignement à tous les degrés sous la direction exclusive de l'autorité civile. Croyant que l'autorité et la force qu'avait acquises le parti libéral étaient inébranlables, une fraction a pensé que le moment était venu de lui donner une nouvelle orientation. En vain disait-on que tous les résultats obtenus allaient être compromis et que la destruction de l'enseignement public serait le premier acte de nos adversaires politiques ramenés au pouvoir. On répondait fièrement : « Ils ne l'oseront pas! » On sait comment la prédiction s'est réalisée.

On s'efforce aujourd'hui d'entraîner de nouveau dans une voie périlleuse. Dévoué de cœur et d'âme aux idées libérales, n'ayant d'autre préoccupation que celle de les sauvegarder dans l'intérêt du pays, nous signalons le danger. On nous arrête : « hommes timides et de peu de foi dans la vertu du nombre, ne craignez rien; le nombre, s'écrie-t-on, est le garant de notre triomphe! » Nous ne pouvons cacher notre profonde conviction que cette seconde prophétie aura le même sort que la première.

FRERE-ORBAN. CH. SAINCTELETTE

(N^r (λ) 49.)

Kamer van Volksvertegenwoordigers.

COMMISSIE TOT HERZIENING DER GRONDWET.

ZITTIJD 1892-1893.

XXXVI.

Aanmerkingen op de bedenkingen van den heer Verslaggever der middenafdeeling, in antwoord op de nota der minderheid, in data van den 7 September 1891, welke de Commissie in druk deed verschijnen.

I.

De minderheid heeft zich onophoudelijk verzet tegen de gevolgde handelwijze die, volgens haar, enkel de parlementaire beraadslaging der herziening kon vertragen, het eenig vraagstuk hetwelk aan de middenafdeeling onderworpen was Zooals de zaken thans staan, was het voor haar meer dan ooit plicht vóór het sluiten van het verslag hoegenaamd geene van de beraadslagingen aan te nemen, waartoe men haar uitdaagde en die het voorwendsel zouden geworden zijn tot nieuwe vertraging in de uitgaaf van het zoolang verwachte stuk. Zij heeft zich eenvoudig voorbehouden later, terzelfder tijd als de andere behandelde punten, de zonderlinge geschied- en staatkundige overwegingen te onderzoeken, waarin men (*Verslag*, blz. 65) de beschuldiging uitbrengt dat « de besturende klassen maar *heden* het duidelijk begrip harer plichten hebben gekregen, en deze gedurende de eerste helft der eeuw hebben verwaarloosd », uit dat axioma afleidende dat « erge kwalen vermeden zouden geworden zijn en dat de taak der *tegenwoordige wetgevers veel eenvoudiger* gemaakt ware geworden indien, *bij den aanvang der ontwikkeling van de groote nijverheid*, eene vooruitziende wetgeving getracht

---

N. B. Deze nota moest toegevoegd worden aan het verslag van den heer de Smet de Naeyer over het wetsvoorstel strekkende tot herziening van zekere bepalingen der Grondwet; doch daar zij overhandigd werd na de uitgave van het verslag, heeft men van de Kamer verkregen dat zij in de oorkonden der Kamers niet werd opgenomen.

hadde *het kind te beschermen*, aan den werkman *de zondagrust* te verzekeren, de *opkomende* verwoestingen der jeneverplaag te beteugelen », om eindelijk met eene overtuigingsvolle toegeeflijkheid uit te roepen « *dat het tot eer zal strekken aan de Regeering die het land in 1884 verkoos, deze waarheid beter begrepen te hebben dan hare voorgangsters, en vooral er hare politiek naar ingericht te hebben.* » (*Verslag*, blz. 65.)

Zoodra het oogenblik gekomen zal zijn, zal men gemakkelijk deze geringschattende beweringen kunnen weerleggen, welke eenvoudig bewijzen dat men zeer slecht onze geschiedenis kent of er geene rekening hoegenaamd mede houdt. In afwachting, zonder te spreken van de wet die verbiedt het weekloon in herbergen te betalen, eene wet die, uit kiesbelang, in strijd met de Grondwet werd geschorst, en die een afdoend bewijs zou zijn tot staving van de bezorgheid voor de werklieden, waarop men zich beroemt en van den lof welken men zich toekent, zal het op gevaar af eenen droom te storen, waarin het genoegelijk schijnt zich te verlustigen, veroorloofd wezen, eenige bijna alle door onze politieke tegenstrevers bestreden daden te herinneren, die wellicht van wat meer gewicht in de schaal der rechtvaardigheid zouden kunnen zijn, dan die welke verwezenlijkt werden sedert « de hergeboorte der besturende klassen », naar het schijnt gelukkiglijk verwezenlijkt in 't jaar Onzes Heeren 1884!

Afschaffing der veranderlijke schaal voor de granen, die tot verfoeilijken uitslag had kunstmatig den prijs van het brood te doen opslaan;

Inrichting der spaar- en lijfrentekas, met dezer erkenning als burgerlijk persoon;

Wet op de maatschappijen van onderlingen bijstand en hare erkenning als burgerlijk persoon;

Afschaffing van het verplichtend werkmansboekje;

Afschaffing van den onrechtvaardigen maatregel houdende dat de meester op zijne bevestiging geloofd zou worden voor het bedrag en de betaling van het werkloon, ingeval van geschil met zijne arbeiders;

Vrijheid van samenspanning voor de werklieden gelijk dezelfde vrijheid die tot dan toe alleen voor de werkgevers bestond;

Wet tot het vergemakkelijken van 't bouwen van werkmanswoningen, en waarby de tot dat doel in te richten vennootschappen als burgelijk persoon erkend worden;

Wet op het slijten van sterke dranken, ten einde de dronkenschap te beteugelen;

Groot onderzoek naar den toestand der mijnwerkers en maatregelen tot verbetering van hun lot, die daar het gevolg van waren;

Wet waarbij ieder jaar, ten voordeele van meer dan dertien duizend lotelingen, tot den arbeidenden stand behoorende, een pensioen van honderdvijftig frank werd geschonken, welk pensioen zij konden genieten op den ouderdom van 55 jaar en zelfs onmiddellijk indien zij in de uitoefening van hun burgerlijk beroep onbekwaam werden om te werken, eene wet die men raadzaam heeft geoordeeld af te schaffen;

Wet die de samenwerkende genootschappen inrichte en ze als burgerlijk persoon erkende;

Krediet inrichtingen, die veroorloofden handel, nijverheid en arbeid te ontwikkelen;

Afschaffing der octrooien;

Afschaffing der belasting op het zout, waardoor de prijs van verschillende dagen werks werd geheven op het loon van een werkmansgezin.

Ziedaar, benevens vele anderen die het nutteloos is hier op te sommen, daden welke, zoo schijnt het ons, genoeg bewijzen dat het niet van heden is dat de billijke bezorgdheid voor de aan de werkende klassen voordeelige maatregelen dagteekent, ten minste vanwege dit gedeelte der « besturende klassen, hetwelk niet naar de treurige gebeurtenissen van 1886 heeft gewacht om, naar men ons verzekert, te denken aan 't belang der arbeiders.

Spijts de meestgekende feiten en weigevende werken, roept de heer verslaggever nochtans met onverstaanbaren ernst en een soort van verontwaardiging uit : « *Zijn de schrijvers der nota niet de tegenstrevers van alle burgerlijke verpersoonlijking, toegestaan met het oog op zedelijke of maatschappelijke belangen? Verslag*, blz. 64) De daar even opgesomde maatregelen antwoorden op die vraag. De stellers der nota van 7 September zijn tegen nutteloze of voor het welzijn der samenleving gevaarlijke burgerlijke verpersoonlijking, evenals de leden van het nationaal Congres, wier denkwijze zij en hunne vrienden bij voortduring hebben doen gelden niettegenstaande de pogingen der reactie, sedert vijftig jaar tegen die denkwijze gericht.

Men zal, niet meer dan noodig is, gewicht hechten aan den datum waarop in Frankrijk het rechtstreeksch algemeen stemrecht werd ingevoerd. Eene daarover gemaakte aanmerking, die geschikt was om te bewijzen dat dit stelsel bij de groote moderne volken van niet lang dagteekent, werd kwalijk opgenomen. Iedereen kan zich vergissen, en wel des te gemakkelijker wanneer het een denkbeeld betreft dat tamelijk veel als waar is verspreid en dat toch valsch is. Niemand geniet het voorrecht vrij te zijn van dwaling; 't is een ongelijk daarin te volharden en het tot waarheid te willen hervormen. 't Ware overbodig oorkonden op te zoeken ten opzichte van het kiesstelsel van Frankrijk in 1793; het is voldoende te doen opmerken dat de aanhalingen welke het verslag bevat, juist het tegendeel bewijzen van hetgeen men hadde moeten bewijzen. De minderheid bestreed deze bevestiging, « dat het algemeen stemrecht in 1793 tot stand kwam »; zij hield staande dat te dien tijde het kiesrecht niet rechtstreeksch was, maar wel in twee graden werd uitgeoefend. Wat roept men in onder voorwendsel dat feit tegen te spreken? De voorwaarden, bepaald om toegelaten te worden *in de lagere vergaderingen* te stemmen (*Verslag*, blz. 65), 't is te zeggen vergaderingen van den eersten graad voor het aanduiden der kiezers; men beroept zich op den heer Mignet, die letterlijk *de stemming in verschillenden graad* vermeldt (*Verslag*, blz. 66), wat niet bewijst dat, vooral in het revolutionnair tijdvak waarin men zich bevond, dit stelsel vrij was van critiek, zooals aangetoond wordt door den heer Taine in het overgedrukt stuk uit een zijner werken (*Verslag*, blz. 66). Het blijft niettemin waar dat het *rechtstreeksch* algemeen stemrecht, hetwelk door alle schrijvers zorgvuldig onderscheiden wordt van hetzelfde stemrecht in twee graden vóór 1848 nooit in Frankrijk werd toegepast.

Zonder protest mag men niet laten zeggen dat men den achtbaren verslaggever zou voorgesteld hebben als hebbende « bewijsredenen geleverd of gunstige bekentenissen afgelegd voor de zaak der demagogie. » (*Verslag*, blz. 63.) Het ware voorzeker zeer onrechtvaardig of liever belachelijk hem dergelijke meening aan te wrijven, en er zijn volstrekt onaannemelijke commentaren noodig om zich te overtuigen dat men er heeft kunnen aan denken ze hem toe te schrijven. Misschien zouden zekere personen, als ze slim wilden zijn, hebben kunnen gelooven dat hij zich zoowat een schijn van democratie naar den smaak van den dag had willen geven, wat overigens verstaanbaar zou wezen op het oogenblik dat men het Mechelsch Congres verliet, aldus, zonder al te veel overweging, beschuldigingen tegen de burgerij herhalende, die in zekere kringen worden uitgebracht. Wat ons betreft, wij hebben niets anders gezien dan de beschuldiging zelve en konden ze zonder onverschoonbare zwakheid niet onweerlegd laten voorbijgaan. De heer verslaggever herhaalt telkens dat de ingebeelde toestand waarin hij ten opzichte zijner meeningen denkt te verkeeren, hieruit voortvloeit dat het hem niet veroorloofd zou geweest zijn « zekere uitdrukkingen duidelijk te verklaren, derwijze dat alle mogelijke dubbelzinnigheid uit den weg geruimd zou wezen, » (*Verslag*, blz. 63), alsmede hieruit dat toen hij « aangeboden had zijne meening te ontwikkelen, de minderheid zich daar *hardnekkig zou tegen verzet hebben.* » (*Verslag*, blz. 64)

Niet de minderheit, maar wel al de leden der middenafdeeling zonder onderscheid hebben eenparig erkend dat de besproken geschriften niet op zulke wijse mochten veranderd worden dat de insgelijks geschreven tegenspraak die er op volgde, bespottelijk of belachelijk werd gemaakt. Wij zijn er zeker van dat niemand dat punt betwisten zal. Tot vervelens toe heeft men herhaald dat de heer verslaggever de meest volstrekte vrijheid behield om, zooals hij raadzaam oordeelen zou, in zijne repliek uitleggingen te geven. Van die vrijheid heeft hij gebruik gemaakt, en thans kan men met volle kennis van zaken oordeelen over de waarde der uitgedrukte denkbeelden.

II.

Na die weinig gerechtvaardigde tegenbeschuldigingen, volgende op bedenkingen over de politiek der partijen ten opzicht der werklieden, welke tegenbeschuldigingen hier maar eene nutteloze uitweiding waren, waarvan de behendigheid zal kunnen betwist worden, houdt de heer verslaggever zich onledig met de kiesstelsels die men zou moeten in de plaats stellen van datgene wat in artikel 47 der Grondwet geschreven staat.

De minderheid, aan wie men verweet de herziening dier bepaling te vragen, zonder iets aan te duiden om ze te vervangen, heeft deze dwaling weerlegd en herinnerd dat zij vroeg om het stelsel dat toepasselijk is op de gemeenteverkiezingen tot de algemeene verkiezingen uit te strekken.

Dat stelsel is sedert acht jaar in volle werking.

In plaats van 134,000 kiezers, zou het onmiddellijk, zonder stoornis,

zonder beperkingen aan onze gemeentelijke instellingen te vergen, een kiezerskorps van meer dan 534,000 kiezers opleveren, welk korps, door het regelmatig uitwerksel der wet, ieder jaar merkelijk zou toenemen.

Men vergisse zich niet omtrent ons aandringen op dat punt; wij hebben noch de eerzucht noch de hoop de meerderheid te overtuigen of te verleiden. Wij wenden ons tot het land; wellicht is het uur van ieders verantwoordelijkheid aanstaande, en wij wenschen de onze te vrijwaren.

De heer verslaggever bestrijdt opnieuw, maar zonder nieuwe bewijsredenen, de wet van 1883, die de bekwaamheid aan den cijns toevoegde. (*Verslag*, blz. 74 en volgende.) Denkende zijne tegenkanting te versterken, getroostte hij zich de moeite op te klimmen tot parlementaire beraadslagingen die het vierde eener eeuw geleden werden gevoerd, en daaraan aanhalingen te ontleenen welke dit ongelijk hebben dat zij bezijden het vraagstuk blijven, vermits het toen behandeld grondbeginsel gansch verschillend was van hetgene sedert werd aangenomen. Ontmoet hij onderwege de denkwijze van een onzer politieke vrienden — den heer Van Humbeeck — die lucht gaf aan zijne onverschilligheid jegens een meer dan dertig jaar geleden besproken wetsontwerp (*Verslag*, blz. 69), omdat het niet « voor gevolg had de keur der werkende klassen tot het openbaar leven in te wijden », dan wordt dit nogmaals het voorwerp eener aanhaling — en nochtans ontbreken in dat stuk de aanhalingen niet, — doch zij bewijst, in strijd met hetgene de heer verslaggever wil vaststellen, dat de heer Van Humbeeck de wet van 1883 anders waardeerde, vermits hij ze voorstelde en stemde, en ze nimmer verloochende. Anderen, voorstaanders van die wet, veranderden nadien van gevoelen — de heer Olin, — wat aanleiding geeft tot eene nieuwe aanhaling (*Verslag*, blz. 72). Doch al die feiten zijn zeer goed gekend; men schijnt te meenen dat ze eenigszins pittig zijn; velen zullen ze misschien tamelijk kinderachtig vinden en denken dat dit geene bestanddeelen voor een ernstig debat zijn.

Men zegt dat die wet gebrekkige kanten heeft; als 't bewezen is dat zij bestaan, moet men ze verhelpen. Zij geeft aanleiding tot critiek! Welke wet en vooral welke kieswet zou daar vrij kunnen van wezen? Men betwist haren practischen aard... Maar zij bestaat en wordt uitgevoerd, in Italië zoowel als in ons land, en in hare algemeene uitslagen maakt zij hoegenaamd geene inbreuk op welk eerbiedwaardig belang ook. Zij bevat alle voorwaarden van orde, vastheid en veiligheid die men moet verlangen in een organisme hetwelk bestemd is om te dienen tot het aanstellen der openbare machten.

Maar, zegt men verder, zij geeft de werklieden niet genoeg ruimen toegang tot de stembus; — dat men ze uitbreide; — volgens den heer verslaggever zouden er weinig of geene werklieden in het kiezerskorps zijn; hij betwist « dat de 60,000 bekwaamheidskiezers tengevolge van het examen grootendeels tot de arbeidende klassen behooren » (*Verslag*, blz. 75). Volgens de inlichtingen die hij bezit, is hij verplicht deze bewering volstrekt te betwisten (*Verslag*, blz. 75); doch zijne inlichtingen maakt hij niet bekend; hij duidt niet aan welk gedeelte men zou moeten aftrekken en nog veel minder om welke reden men degenen zou moeten uitsluiten die het examen

aandurfden en er doorkwamen. Dergelijke wijze van discussie is gemakkelijk. Wij beweren dat er in het kiezerskorps duizende arbeiders, en wel van de besten zijn. De wet van 1889, die wel eenig politiek denkbeeld bevatte, zooals onbetwistbaar blijkt uit hare uitvoering, deed er een groot getal van de kiezerslijsten schrappen : een nieuw bewijs van bezorgdheid voor de werklieden : als of men hun die niet hadde kunnen bewijzen door hun het kiesrecht voor gemeente en provincie te behouden! Daarenboven zal men de meesterknechten uitsluiten, verklaart de heer verslaggever! Omdat men, naar verzekerd wordt, in eenige kleine steden of in eenige dorpen misbruik maakte van den titel van meesterknecht, zal men dat uitgelezen deel van den werkerstand buiten het kiezerskorps sluiten! En vervolgens zal men zeggen : Er zijn niet genoeg arbeiders in het kiezerskorps dat gij ophemelt!

Wij voegen er bij dat er krachtens eene bepaling der wet van 1883, ieder jaar bij het kiezerskorps 10,000 kiezers zullen gevoegd worden, kiezers die bijna alle tot den werkenden stand behooren, uit scholen voor volwassenen komen of de drie vijfden der punten behaalden in de prijskampen der hoogere klassen van de openbare of lagere scholen, op eenen voet van volkomen gelijkheid geplaatst.

Ongehoord, verbazend iets! men antwoordt ons : « Ze zijn niet geleerd genoeg! » Het kind dat « goede uitslagen in de lagere school verwierf, kan mogelijk, meerderjarig geworden zijnde, geene enkele van de voorwaarden meer vervullen van welke de samenleving het recht heeft de uitoefening van het kiesrecht te doen afhangen. » (*Verslag*, blz 73.)

En van wie komt die tegenwerping? Van diegenen welke aankondigen dat het feit der *bewoning* alleen het stemrecht zal verschaffen, en die volstrekt weigeren voorwaarde van bekwaamheid te eischen! Waarom zullen die 10,000 kiezers welke wij bedoelen, beneden de bewoners staan? Men zou begrijpen dat de tegenwerping uitging van hen die grootere, niet verondersteldе maar bewezen bekwamheid wilden vergen. Maar van wege onze tegensprekers!... 't Is om te wanhopen aan de logiek en zelfs aan nog wat meer. Is het aan de bewoning dat zij de burgerlijke belooning hechten, dan mogen zij gerust wezen; al hebben zij een diploma, die burgers zouden niettemin eene woning hebben.

Het oogenblik is thans niet gekomen om in al hunne bijzonderheden de zoogezegde gebreken te weerleggen, die men in de wet van 1883 aanduidt : latere beraadslagingen zullen haar recht laten wedervaren Doch een oogenblik dient men stil te staan bij eene, ditmaal nieuwe, zeer onverwachte beweegreden. welke de heer verslaggever voor zegevierend en afdoende houdt. Gij hebt, zegt hij, volgens den heer Taine de rol herinnerd, die in Frankrijk, in het algemeen stemrecht vervuld wordt door *kwakzalvers en arglistige lieden, geneesheeren of advocaten van den vierden rang, uitschot van geletterden, halfgeletterde herbergbezoekers, sprekers in clubs en klieken;* welnu, roept hij zegevierend uit : « Zouden al die kwakzalvers en arglistigen, dat uitschot van geletterden en die halfgeletterde herbergbezoekers geen kiezer zijn tengevolge der *bekwaamheidsleer?* Wat moet men zeggen van een stelsel dat aldus wordt beoordeeld door zijne voorstanders zelve? »

Men moet bekennen dat dergelijke gevolgtrekking eene stoute vrijheid is. Ongelukkiglijk voor hare zegepraal strijdt zij eenigszins tegen het gezond verstand. Zullen diezelfde bestanddeelen niet allen in het kiezerskorps voorkomen krachtens de bewoning of inbezitshouding? En zouden wij op onze beurt moeten uitroepen indien wij niet eenigszins het spotgelach vreesden — « wat moet men zeggen van een stelsel dat aldus wordt beoordeeld door zijne voorstanders zelve? »

De heer verslaggever heeft daaraan gedacht en ontwijkt de moeilijkheid : « Verplicht deze geletterden, schrijft hij (*Verslag*, blz. 75), die halfgeletterden, *eene haardstede te hebben, vooral eene vaste haardstede, de gestadige bewoning, gedurende eene jaar, van eene zelfde haardstede die niet eene enkele kamer zij*, dan zal het meerendeel hunner *van de lijsten verdwijnen*, om plaats te maken voor den kleinen burger, den eerlijken en werkzamen arbeider, de betere bestanddeelen die men het kiezerskorps moet toevoegen.»

Deze uitvlucht is vernuftig en ligt in 't bereik van alle welgevers. Arglistigen, kwakzalvers, geneersheeren en advocaten van den vierden rang, die geene blijvende plaats hebben, zooals iedereen weet, verplicht men eene haardstede te hebben die niet eene enkele kamer zij, — neen, eene enkele kamer, daar zouden zij intreden — en, *hic et nunc*, ze worden uit het kiezerskorps verjaagd en vervangen door « goede kleine burgers en werkzame arbeiders! »

Wij houden van die eenvoudigheid in de middelen en eerbiedigen het kloek geloof dat ze, door de genade der haardstede, doelmatig acht! De Franschen hadden er wel aan gedacht eene woonstede, een verblijf gedurende eenen min of meer langen tijd; doch niettegenstaande zij om hunne slimheid beroemd zijn, waren ze niet slim genoeg *om eene haardstede te eischen die niet eene enkele kamer zij*, en daar verscholen zich « de geneesheeren en advocaten van den vierden rang en de kwakzalvers » die hun zooveel kwaad doen. Het zal ons niettemin veroorloofd wezen te denken dat die slechte bestanddeelen in verschillenden graad zullen blijven bestaan in de kiezerskorpsen, op welke wijze zij ook samengesteld worden. Doch het is zonneklaar dat de invloed dier bestanddeelen, onbeduidend of middelmatig op een verlicht kiezerskorps, *tegelijk* noodlottig en gemakkelijk uit te oefenen is op een onwetend kiezerskorps zooals dit hetwelk door het algemeen stemrecht wordt gevormd. Dat is het gevoelen van den schijver, welken men niet schijnt begrepen te hebben.

Het schouwspel, dat het algemeen stemrecht onder zijne oogen opleverde, was voorzeker geschikt om zijn oordeel te wettigen.

Een merkwaardig begaafd volk, dat op den eersten rang schittert in letteren, wetenschappen en kunsten, dat uitstekende hoedanigheden bezit, matig, werkzaam, spaarzaam, zoo geestig als dapper, bewonderenswaardig levenskrachtig, zich uit zijne rampen opbeurend met weergalooze moed en krachtdadigheid, werd aan de betreurenswaardigste wisselvalligheden onderworpen sedert het algemeen stemrecht verwierf en uit hoofde van het algemeen stemrecht.

En nochtans, welke bewonderenswaardige uitslagen deed men in 1848

daarvan in Frankrijk niet verhopen! — En op onze beurt belooft men ze ons thans met denzelfden ijver. — Het moest eene algemeene bevrediging tot stand brengen! Geene onlusten, geen opstand, geene oproeren meer : « het stembriefje zou het geweer vervangen »; dat verklaarde men in dezelfde bewoordingen. De volkseischen zouden een orgaan hebben om zich te doen hooren en te doen gehoorzamen. De radicalen, vol van eenen zaligen geestdrift en teleurstellende begoochelingen, over een volk en den Staat zijner gemoederen oordeelende naar de enge kringen waarin zij zich bewagen, verwachtten met helder vertrouwen de verkiezing eener politieke vergadering door het algemeen stemrecht. Ontwijfelbaar wisten zij dat de groote meerderheid er van volksgezind zou wezen. Toch waren er, bij uitzondering, eenige zeldzame helderziende radicalen die twijfel en onrust koesterden. Tot groote verbazing der geloovigen, was de verkozen vergadering reactionnair : te nauwernood zaten er eenige werklieden in. Men stond er tegen op; de opstand werd schrikkelijk en bloedig beteugeld.

De dictatuur wierp zich op; het algemeen stemrecht juichte ze toe. Zij vroeg de afschaffing van alle openbare vrijheden; men offerde ze haar op met millioenen stemmen, zooals men er nooit telde, en de dictatuur werd achtereenvolgens bevestigd met denzelfden ijver en dezelfde millioenen stemmen tot den dag waarop zij Frankrijk naar Sedan leidde.

De Regeering, die door den nood werd opgelegd, de Regeering van openbaar welzijn moest, onder het oog des vijands, zonder er aan te denken gapende wonden te verbinden, dwars door de Commune breken en deze verpletteren, die Commune welke de gijzelaars deed vermoorden en Parijs in brand stak; de Regeering was verplicht strijd te leveren tegen hen die zich op het algemeen stemrecht beriepen, en men moest hen overtuigen vooraleer Frankrijk opnieuw zichzelf worden kon.

En sedert was de Regeering bijna altijd onzeker omtrent den dag van morgen. Nog niet lang geleden zou een krijgsman, opgehemeld door het algemeen stemrecht, dat zijn gevoelen ten voordeele zijns afgods uitdrukte telkenmale de gelegenheid zich daartoe aanbood, meester van Frankrijk geworden zijn, hadden niet eenige mannen de krachtdadigheid en den moed gehad hem over te leveren aan het gerecht, hetwelk hem onverkiesbaar maakte.

Thans, niettegenstaande het gelukkig toeval aan het hoofd der Republiek eenen man bracht, die door zijn karakter en zijne waardigheid allen eerbied inboezemt, wordt de duurzaamheid der door hem bestuurde Regeering onophoudelijk bedreigd.

Ook heeft dat stelsel weinig veroveringen gemaakt en blijft het eene uitzondering in Europa en in bijzondere voorwaarden. Als een soort noordzakelijkheid voor de samenstelling van het Duitsche Rijk aangenomen vermits men, zonder moeilijkheden en teergevoeligheid op te wekken, het kiesstelsel van den eenen of anderen verbonden Staat niet nemen kon om er de wet des Rijks van te maken, overigens door machtige breidels ingetoomd, bekoort het niemand. Pruisen, Saksen, Baden, Wurtemberg noch eene der omliggende vorstendommen, zoomin als het naburig Oostenrijk heeft gedacht er den

grondslag zijner politieke instellingen van te maken. Ook Engeland en Italie voelden zich niet tot het algemeen stemrecht aangetrokken. Toch beweert men in zekere bewogen en luidruchtige kringen dat wij bedreigd zijn met eene besmetting waaraan, wij alleen in Europa, niet zouden kunnen weerstaan!

Indien dat algemeen stemrecht, op gevaar af van de kwalen die het met zich voert, toch ten minste het lot van de meesten verbeteren kon, men zou, om het te rechtvaardigen, eene weergaloos machtige reden kunnen inroepen; want zooals Herbert Spencer zegt, « de lotsbestemmingen der groote meerderheid zijn nog zoo treurig dat het pijnlijk is er aan te denken. Onbetwistbaar is de tegenwoordige type der maatschappelijke inrichting van zulken aard dat zij door niemand van hen die zich om hunnen evenmensch bekreunen met voldoening beschouwd kan worden, en de verschillende wijze waarop de menschen hunne werkdadigheid uitoefenen is geenszins bewonderenswaardig. De sterke afteekening der standen en de ongelijkheid der hulpmiddelen zijn het er oneens met dat ideaal der menschelijke betrekkingen hetwelk met voorliefde wordt opgevat door eene sympathetische verbeelding, en 't gedrag van het groote deel der menschen, onder den druk en de ophitsing van het maatschappelijk leven, is goed geschikt om in meer dan een opzicht aanstoot te geven (1) ». Wie toch zou kunnen weigeren het te verbeteren?

Doch in welk land, te welken tijde, in de oudheid of de moderne tijden, onder welke hemelsbreedte heeft het algemeen stemrecht de beloften gehouden die men in dat opzicht uit zijnen naam doet? Treft men niet dezelfde klachten, dezelfde eischen, dezelfde werkstakingen, dezelfde hoop met pijnlijk bedriegelijke voorspiegelingen, dezelfde bewegingen die ontstaan in landen met min of meer beperkt kiesrecht aan, in diegene welke het werktuig bezitten hetwelk men aan de massa als een redmiddel voorstelt? Werden de hervormingen, die geschikt zijn om de maatschappelijke omstandigheden der meesten te verbeteren, — welke omstandigheden soms zoo treurig zijn, zooals wij hierboven herinnerden, — niet verwezenlijkt en kunnen zij niet achtereenvolgens verwezenlijkt worden zonder tusschenkomst van het algemeen stemrecht?

Heden ten dage zouden de openbare machten, zelfs al hadden zij geene menschlievende en christelijke gevoelens, zelfs al bleven zij onverschillig voor het lijden van de mindere standen — door de politieke noodwendigheden, door den plicht om de openbare rust, de veiligheid van personen en goederen te verzekeren — hetwelk de eerste voorwaarden voor den welstand eens volks zijn, — gedwongen worden geenen hoegenaamden billijken en rechtvaardigen maatregel te verzuimen om de belangen der arbeidende klassen te bevredigen. Om die belangen bekommeren zich thans alle wetenschappelijke mannen, schrijvers, staatsgeleerden, ja de uistekendst-

(1) De heer *Hubert Spencer, A plea for liberty,* London, 1891. Vertaald door de *Revue de Belgique,* nr van 15 September 1891.

huishoudkundigen; zij dringen zich op aan alle politieke mannen, en 't is niet het beroep op de omwetende massa dat de oplossing geven zal aan de zoo veelzijdige en moeilijke vraagstukken die de samenleving kwellen.

In de zedelijke evenals in de physische orde, komt alle licht van boven.

III.

De Regeering, de middenafdeeling en haar verslaggever verklaren zich tegen 't algemeen stemrecht; dat is wel; maar welke waarde heeft hunne uitspraak? Wij gaan misschien zien hoe men ze intrekt, of, als men wil, hoe men ze verijdelt.

Zij zeggen dat het noodig is het stemrecht voor de vorming der Kamers uit te breiden.

Zij verklaren zich tegen de uitbreiding tot de wetgevende verkiezingen van het stelsel hetwelk voor de gemeente- en provinciale verkiezingen wordt gevolgd, een stelsel dat gekend en beproefd is, dat ongetwijfeld niet onberispelijk is, maar dat kan gewijzigd, veranderd worden indien de opwerpingen welke men er tegen maakt gegrond zijn, dat zelfs kan verbeterd worden als men meent dat het in zekere opzichten te wenschen overlaat.

Men wil een kiezerskorps tot stand brengen met andere grondslagen, die aan 600,000 burgers het kiesrecht zullen geven. Het reeds bestaande stelsel geeft denzelfden of nagenoeg denzelfden uitslag. Men wil de bewoning of de occupatie tot grondslag aan het kiesrecht geven.

De Heer Minister van Financiën bestrijdt het Nederlandsche stelsel omdat het, hoewel gegrond op de bewoning, tevens de betaling eischt van een zekeren census.

Hij verklaart om die reden dat het Engelsche stelsel de voorkeur verdient: occupatie zonder de betaling eener taxe.

In Engeland, zegde men, was dat stelsel door eene verstandhoudig der partijen aangenomen geworden. Ook ten onzent had men daarop een beroep gedaan voor den invoer, in weerwil der beteekenis welke men vroeger aan dat beroep op medewerking heeft gegeven. Men dacht het middel te hebben gevonden om alzoo aan te toonen dat een maatregel, die in den naam van het algemeen belang was gevraagd, door 't gebrek aan vaderlandsliefde der minderheid was mislukt. Die arglistige bewering vond in zake van den persoonlijken dienst geen den minsten bijval; zelfs viel ze uit tegen hen die ze hadden gewaagd. Ten einde zich aan zulke wederwaardigheid met meer bloot te stellen, zegt men nu dat de verstandhouding niet anders is dan eenvoudig en zonder omwegen toestemming niet slechts tot eene kieshervorming welke men weet niet aannemelijk te zijn, maar tot eene gansche reeks wetsontwerpen en zelfs grondwetscherzieningen, alle voorwaarden *sine qua non* der eenige herziening welke men vraagt! En men verklaart stoutweg dat het zoo in Engeland ook gebeurt!

Wij hebben doen opmerken dat de verstandhouding, verre van verwezenlijkt vruchteloos over *de kieshervorming* in Engeland werd beproefd.

De heer verslaggever, den Heer Minister van Finantien die het tegendeel

had beweerd, willende ter hulp komen, antwoordt ons (*Verslag*, bl. 77) dat de verstandhoudig in 1884 bekomen werd *voor de verdeeling der parlementaire zetels.*

Daar ligt de knoop niet. 't Was zelfs niet mogelijk in dat opzicht uit onwetendheid te zondigen, vermits de onmogelijkheid om elkander over *de kieshervorming* te verstaan in hetzelfde stuk en als 't ware nevens het feit eener samenwerking van de leiders der partijen *voor de verdeeling der zetels* wordt uitgedrukt.

Wanneer de Heer Minister van Financie, naar 't voorbeeld der Engelsche ministers de verantwoordelijheid aanvaardende welke hij dragen moet, de kieshervorming zal verwezenlijkt hebben, zal hij de medewerking der staatspartijen mogen vragen om de kiesdistricten te bepalen of de verdeeling der al te groote kiezerscolleges te bekomen. Daar is 't dat men hem verwachten mag.

Onverschillig overigens hoe men ze heeft gemaakt, de Engelsche wet bestaat, en de heer verslaggever doet zijn best om te bewijzen dat de wet welke hij ontwerpt dezelfde zal zijn, schoon ze, volgens ons, juist het tegendeel zou wezen.

Om des te beter aan te toonen dat wij ons bedriegen en om de menschen te overtuigen, plaatst hij de formule der Engelsche wet nevens den tekst der wet welke hij zich voorstelt te doen aannemen. (*Verslag*, bl. 83.)

Alleenlijk laat hij uit de eerste weg iets dat hij zelf heeft uitgegeven (Bijlage *G*, bl. 121, en 122); 't is waar dat het eene nietigheid, eene kleinigheid is, in den aard van het volgende :

« *Het gehuurde goed moet de armentaxe betalen.*

» *In de graafschappen is 't voldoende dat de huurder, op 20 Juli ten laatste, de termijnen dier taxe die den 5 Januari vervallen zijn betaald heeft. De huurder in de* boroughs *moet bovendien op dien datum alle gemeentebelastingen hebben betaald welke hij den 5 Januari van het loopende jaar verschuldigd was.*

» *De wet beschouwt het als omkooping, wanneer iemand voor een ander't bedrag dier belastingen betaalt, ten einde hem alzoo het kiesrecht te doen bekomen of op zijne stemming te drukken.*

« *Maar men laat toe dat de verhuurder voor rekening des huurders zijne verschuldigde belasting betaalt, tenzij hij zulks doet met het inzicht om bedrog te plegen of om te koopen.* »

En daarna brengt de volkomene overeenstemming der teksten hem in verrukking!

Als men zoo behendig de schaar hanteert, kan men ver geraken; deze nieuwe uitvinding is van aard om over de vergelijking der wetten van andere landen veel licht te werpen. Dit herinnert ons dien boer, wien de advocaat dien hij om raad vroeg, de wet welke hem ongelijk gaf had doen lezen, en die, er heimelijk in geslaagd zijnde de bladzijde uit het Wetboek te scheuren, zich inbeeldde dat hij zijn proces ging winnen.

De heer verslaggever handelt op dezelfde wijze. Wat hij heeft weggelaten

telt niet meer mee, en zonder aarzelen beproeft hij te bewijzen dat men in Engeland geene de minste taxe te betalen heeft om kiezer te zijn.

Groot was onze verbazing toen wij het stelsel zoo hoorden verklaren. 't Was in strijd met al de denkbeelden voortspruitende uit de studie, die een onzer van de kieswet, waarop men zich beriep, kort te voren had gemaakt. Vreezende niet goed verstaan te hebben, schreef hij naar een zijner vrienden te Londen, die zich wendde tot een specialist — wat noodig is in dat land, waar een oningewijde uit de wetten, zelfs uit gewone wetten, met moeite wijs wordt — en om alle misverstand of dubbelzinnigheid te vermijden, had hij tevens gevraagd of er omtrent die taxe geen onderscheid te maken was. De uitstekende man, dien men geraadpleegd had, antwoordde : « *'t Is zonder twijfel* dat de verplichting om de armentaxe als voorwaarde van 't kiesrecht te betalen, op de gansche zoogenaamde armentaxe toepasselijk is, onverschillig om welke reden ze geheven wordt, zoowel als voor het gedeelte dat tot onderstand der armen gevraagd en uitgegeven wordt. »

Intusschen vernam men dat een onzer jonge schrijvers van groote verdienste eene studie ging uitgeven over de parlementaire hervormingen in Engeland en de Engelsche kieswetten (1). De heer verslaggever « kreeg van de dienstvaardigheid des schrijvers verlof om de proeven aan de middenafdeeling mede de deelen ». (*Verslag,* blz 76.) Hij vond dat de studie goed geschreven was en spaarde haar terecht zijne loftuitingen niet. Het werk is thans in druk verschenen en bevindt zich in handen van al wie zich met de kwestie bezig houdt. Dat was den heer verslaggever niet voldoende, zoo groot was zijne belangstelling in die studie, en, ongetwijfeld, over vrijen tijd beschikkende, gaf hij zich de moeite er eene zoo uitgebreide ontleding van te geven dat men ze zou kunnen beschouwen als eene kopie; hij heeft ze als bijlage achter zijn verslag doen drukken, wat den bundel niet minder lijvig maakt. Wij openen het stuk (blz 35; zie ook *Verslag,* blz. 121 en 122, bijlage *G*), en wij vinden — wat wij reeds aanhaalden en hier met opzet herhalen, hopende alzoo de oogen de openen — dat, na de verschillende titels op het stemrecht te hebben opgesomd : *occupation franchise, household franchise, service franchise, lodger franchise,* men aangaande *occupation franchise* letterlijk zegt : « het goed moet met de armentaxe belast zijn »

» *In de graafschappen is 't voldoende dat de bewoner,* op 20 Juli ten laatste, de termijnen dier taxe welke den 5 Januari te voren vervallen waren betaald heeft. *De huurder in de boroughs* moeten bovendien op dien datum *alle gemeentebelastingen* hebben betaald welke hij den 5 Januari van het loopende jaar verschuldigd was.

» *De wet beschouwt het als een vergrijp van omkooping wanneer iemand voor iemand anders het bedrag dier belastingen betaalt om hem het kiesrecht te doen bekomen of om op zijne stemming te drukken.*

» Maar men neemt aan dat de verhuurder voor rekening van den huurder zijne verschuldigde belasting betaalt, tenzij hij het doe om bedrog te plegen of om zijne stem te koopen. »

---

(1) De heer Paul Hymans, *Revue de Belgique, 1891.*

Wij geven dit gedeelte in onze eerste nota weer en doen opmerken dat de armentaxe zeer zwaar is, dat ze ruim 370 millioen beloopt in Engeland en Wallis alleen, en nu verwijt men ons dat wij een tafereel schilderen met te sombere kleuren, dat wij sommige dingen verzwijgen, andere onnauwkeurig voorstellen, enz. Indien men dorst, zou men geneigd zijn dit stuk in 't vuur te werpen, hoewel men er zich van heeft bediend als van een wapen om het ontwerp te verdedigen dat men doordrijven wil. Maar men bekent niet dat men ongelijk heeft; men trekt eene roekelooze ontkenning niet in, men tracht ten minste een gezag in te roepen om ze zoo goed mogelijk te rechtvaardigen. Men komt voor den dag met eenen brief, aan een onzer landgenooten blijkbaar zonder voorbereiding geschreven door een gewezen Engelschen minister, en welke aan iemand die niet goed oplet of met den toestand minder bekend is, een verkeerd denkbeeld van het Engelsch kiesstelsel zou kunnen geven. Die brief bevestigd eigenlijk wat wij hebben bewezen.

Er staat in te lezen « dat het voornaamste wat het kiesrecht doet bekomen niet is, zooals men in België denkt, de betaling eener huur van 10 pond... ('t Was het doel der vraag welke er gesteld was.) De ware grondslag is het kiesrecht door de occupatie, en de armste onder de armen kan het bekomen. *'t Is voldoende dat zijn eigenaar de armentaxe in zijne plaats betaalt.* (Dus betaalt men!)

» Een daglooner kan dus kiezer zijn op voorwaarde dat hij een huis bewoont dat iemand anders eigendom is. Hij kan zich in 't geval bevinden noch huur noch taxes te betalen .. Leg dat aan uwe lezers uit... Ons kiesrecht is eenvoudig een zeer uitgebreid *household franchise* zonder het geld als grondslag, *vermits het toepasselijk is op de huurders van lokalen welker taxes door anderen worden betaald.* » (*Verslag*, blz. 81.) (Dus betaalt men!)

En het verslag roept zegevierend uit : « Deze brief, voortkomende van een der voornaamste? bewerkers der wet van 1884, is beslissend en bepaalt zeer duidelijk het karakter der engelsche wetgeving : een *household suffrage* enkel en eenvoudig in wier werking *de belasting slechts eene zeer bijkomende rol speelt.* (*Verslag,* blz. 82.) Deze vertaling zal zeker niet als al te nauwkeurig worden beschouwd.

Men meent te droomen. Men heeft gezien in welk geval en onder welke voorwaarden (z. hooger, bl 11) een verhuurder voor zijnen huurder betalen mag. Maar al wordt de taxe gekweten door den eenen of den anderen, is de betaling der belasting daarom minder *de voorwarde der uitoefening van 't kiesrecht?* De taxe is wettig door den *huurder* verschuldigd. Verbeeldt men zich een land van belofte waar de eigenaars, of andere liefhebbers zich met de betaling van honderden millioenen gelasten zonder hun verhaal te nemen op de huurders en pachters, ten einde dezen het stemrecht te doen bekomen! En zoo is 't dat de « belasting slechts eene gansch onbeduidende rol speelt in die zaak ! » Niemand is lichtgeloovig genoeg om zulke phantastische vertelsels voor werkelijkheid aan te nemen.

Maar men verwijt ons ten minste dat wij « niet gesproken hebben van *service franchise* en *lodger franchise*, twee verscheidenheden van *household franchise*, en die den huurder tot de betaling van geene taxe hoegenaamd verplichten ». (*Verslag*, bl. 80.)

Wij bekennen het; maar dat was om dat het niet meetelt. 't Is waar dat de schrijver van den brief welken de heer verslaggever zoo afdoende acht, de aandacht van zijn correspondent daarop inroept. « Vergeet niet, zegt hij, dat wij ook *lodger franchise* hebben. Door *lodger* verstaan wij iederen huurder van een kwartier, wanneer de eigenaar of de voornaamste huurder het huis bewoont of zich een toezicht voorbehoudt » (*Verslag*, bl. 81.)

Maar dat uitzonderlijk geval is voor het kiesrecht van weinig beteekenis. De achtbare verslaggever moet noodzakelijk weten dat de huurders die de taxe moeten betalen om kiezer te worden, met de eigenaars bijna het gansche kiezerskorps uitmaken.

De heer verslaggever kent de studie van den heer Hymans. Hij heeft ze gelezen, herlezen, overwogen, ontleed en verklaard. Men zou kunnen denken dat hij niet aandachtig genoeg heeft gelezen; immers hij zou er in bemerkt hebben dat de *householders*, de bewoners, die als zoodanig de armentaxe moesten betalen, gedurende het jaar dat hij aanhaalt ten getale waren van 4,965,638.

De *owners* (eigenaars) die geene *occupatietaxe* betalen, vermits zij de taxe betalen verschuldigd wegens den eigendom waren ten getale van 567,036.

De *lodgers*, die beruchte *lodgers*, die wij vervaarloosd hebben aan te halen, en die in den *beslissenden* brief zorgvuldig worden vermeld beliepen 72,259 (1)! Ziedaar, op bij de 6 millioen kiezers, degenen die de taxe niet moeten betalen! En dan is dat nog onnauwkeurig in dezen zin dat ze van de betaling der belasting niet zijn vrijgesteld, vermits deze wordt gekweten door den eigenaar of den bijzondersten huurder.

Wij hadden dus gelijk te zeggen dat, het beginsel der bewoning tot grondslag van het stemrecht nemende, zonder de minste taxe te eischen, het tegenovergestelde was van de engelsche wet, die men in ons land wil invoeren.

De gevolgen van dat hoofdzakelijk onderscheid gaat gij aanstonds bemerken.

Volgens de gegevens van den Heer Minister van Financiën en die van den heer verslaggever was het, bij gebrek aan nauwkeurige statistieken, ondanks het cijfer van 600,000 dat zij aanduidden, geoorloofd te denken dat het ontworpen occupatiestelsel acht of negen honderd, misschien een millioen kiezers zou geven.

Gelooft er niets van, gelooft er niets van, verzekert men ons thans met een soort van schrik. (*Verslag*, blz. 86) Wel heeft men ons gezegd dat, de bewoning eens huizes met een kadastraal inkomen van 30 frank tot grondslag nemende, « er schier geene werkmanswoning zou zijn welker voornaamste huurder het stemrecht niet genieten zou (*Verslag*, blz. 25 en 26.) ». Men heeft ons wel gezegd dat er in België 764,689 huizen gevonden worden die aan hunne huurders toelaten het kiesrecht te bekomen. » (*Verslag*, blz. 33.)

De minderheid, beweert men, trekt daar verkeerde gevolgen uit. 't Schijnt

---

(1) M. P. Hymans, *op. cit.*, bl. 41.

dat de onderteekenaars der voorstellen zelven er de gevolgen op voorhand hadden uit getrokken. Doch onderzoeken wij wat het verwijt beteekent. Men zegt: Een gezin in ieder huis, een kiezer in ieder gezin, 't is niet mogelijk iets eenvoudigers te vragen. Ongelukkiglijk is die berekening even onnauwkeurig als eenvoudig. « De leden der oppositie — en men heeft het recht zich daarover te verwonderen — beschouwen als onbeduidend de voorwaarden van inboorlingschap, geslacht, ouderdom, verblijf en van den duur der bewoning! » Aldus spreekt de heer verslaggever. (*Verslag*, blz. 86.)

't Is klaar dat hij zich bedriegt. Men houdt zeer wel rekening met geslacht en ouderdom, vermits er enkel spraak is van mannelijk geslacht en meerderjarigen en dat er zeer zeker meermaals zelfs meer dan een per huis en per gezin bestaat. Men veronderstelt, tenzij het tegendeel bewezen worde, dat de bewoners de voorwaarden van verblijf en inboorlingschap vereenigen.

Worden er slechts eenige aanduidingen dienaangaande gegeven? Geene enkele. Men vergenoegt zich met te antwoorden dat het niet gemakkelijk is de getalverhouding dier elementen in juiste cijfers uit te drukken... » (*Verslag*, bl. 86), en men tracht het op de vreemdste manier te bepalen.

Men beroept zich op een document dat bewijst hoeveel kiezers er in verhouding tot de *schatplichtigen* zijn.

Onder de schatplichtigen worden de vrouwen en minderjarigen gerekend; dezelfde schatplichtingen komen voor op verschillende lijsten, en men heeft, schijnt het, het stuk verdient onderzocht te worden — bevonden dat slechts 60 op 100 kiezers in de voorwaarden verkeeren om kiezer te zijn. » (*Verslag*, bl 83.)

't Is zonneklaar dat daar uit geen gevolgen te trekken zijn aangaande 't getal kiezers in verhouding tot de *bewoners*.

Niettemin aarzelt de heer verslaggever niet; hij verzekert onbeschroomd dat « men zeker mag zijn dat *het verschil tusschen 't getal bewoners en 't getal kiezers niet beneden 30 % zal zijn. Dus moet men ongeveer 240,000 kiezers minder rekenen dan 800,000. Men zal bekennen dat die terechtwijzing verdiende vermeld te worden.* » (*Verslag*, bl. 86.)

Onuitsprekelijk geluk! Onverhoopte zege! Het aangekondigd cijfer van 600,000 kiezers, en zelfs minder, wat beter is om zekere angstvallige behoudgezinden gerust te stellen, dit cijfer hetwelk men aangekondigd en beloofd had, is eindelijk gevonden! En dan is men nog gematigd geweest: men kon naar believen een hooger cijfer genomen hebben dan 30 % en naar keuze den uitslag bekomen dien men had gewenscht; immers die 30 % zijn louter uit de lucht gegrepen om 240 te kunnen aftrekken van 800.

Doch men voorziet ongelukkiglijk niet alles. Men heeft moeilijke opzoekingen, zeer buitengewone berekeningen gedaan, zonder zich aftevragen of er geen middel bestond, eenvoudig genoeg om nauwkeurig of ten minste bij benadering te weten te komen hoeveel kiezers het *occupatiestelsel* zou geven

Men hoort wel eens zeggen: het engelsch occupatiestelsel gelijkt niet slecht aan 't algemeen stemrecht, een onzer medeleden zegde in den jongsten zittijd: 't is bijna het algemeen stemrecht.

Dat is zeer overdreven, en 't is goed te zeggen wat daar eigenlijk van is.

Aangenomen dat, in Engeland gelijk ten onzent, het getal mannelijk meerderjarigen 29 % der gansche bevolking uitmaakt, dan zou 't getal kiezers door het algemeen stemrecht er 11 millioen beloopen; het occupatiestel geeft in ronde cijfers 6 millioen kiezers; dus ware 't noodig, om tot het algemen stemrecht te geraken, het getal kiezers bijna te verdubbelen.

Doch onderzoeken wij hoeveel kiezers het occupatiestelsel in verhouding tot de bevolking geeft. Vermits 't getal engelsche kiezers 5,582,362, cijfer van 1889, beliep, en de bevolking des rijks dat jaar 37,808,892 inwoners was, zijn dus 15 $^{87}/_{100}$ % der bevolking kiezer. Volgens dezelfde grondslagen zouden wij in België, op den voet van 15 $^{87}/_{100}$ van 6 millioen inwoners 949,200 kiezers bekomen.

Van het engelsch cijfer is er « wegens inboorlingschap, kunne, ouderdom, verblijf en duur der bewoning » niets af te trekken, vermits het slechts 't getal vertegenwoordigt van hen die *al de voorwaarden* bezitten welke door de kieswet worden vereischt en dat niets doet veronderstellen dat de verhouding ten onzent niet dezelfde als in Engeland zou zijn.

Indien men, in stede van 21 jaar zooals in Engeland, ten onzent 25 jaar nam, dan nog zouden wij op 842,415 kiezers blijven.

Maar wij hebben aangetoond dat het kiesrecht in Groot-Brittanje wordt bekomen bij middel eener zeer aanzienlijke taxe welke, in Engeland en Wallis alleen, 370 millioen frank beloopt, wat fr. 14 20 c. per inwoner en 70 frank belasting voor iederen huisvader met een gezin van vijf personen bedraagt.

In België, integendeel, zou men willen dat de kiezer niets te betalen had, maar zijn recht uitsluitend zou te danken hebben aan de occupatie; men zou het stemrecht zelfs willen verleenen en hen die wegens ellende of door een voorrecht der wet hoegenaamd geene belasting betalen. In zulke voorwaarden zou 't getal kiezers betrekkelijk niet hetzelfde als in Engeland, maar van zelf veel aanzienlijker zijn.

In dezen tijd die zooveel mirakelen ziet gebeuren, zal men er misschien een bekomen om die wiskundige uitslagen te beletten voor te komen.

Slechts éene grens zou men in België erkennen : het kadastraal inkomen alleen zou het kiesrecht geven met de occupatie tot grondslag. Maar zoo dikwijls als dat inkomen door eene woning opgeleverd wordt, even dikwijls kon het iemand kiezer doen worden. Bewonderenswaardige bron van bedrog en processen! Een eigendom, bij voorbeeld, met een kadastraal inkomen in eene gemeente waar het minimum op 30 franken is bepaald, kan aan drie huurders het stemrecht doen verleenen, en zoo voorts volgens het bedrag van t' kadastraal inkomen; maar zelfs indien er geen bedrog wordt gepleegt, bemerkt men welke uitbreidingen kan gegeven worden aan het stemrecht dat de occupatie tot grondslag heeft.

Dat is weeral het tegenovergestelde van hetgeen in Engeland gebeurt. Daar is de zoon des huizes, wanneer hij onder hetzelfde dak woont als het hoofd des gezins, geen kiezer. Men heeft er, bij voorbeeld, het geval gezien van den markies van Hartington, zoon van den hertog van Devonshire, die bij zijn vader inwoonde en geen kiezer was, terwijl zijn jachtopziener, die in

het park eene afzonderlijke woning betrok, het integendeel wel was. Ten onzent zullen alle rijkemanszonen die bij hunne ouders woner., zullen alle dienstboden kiezer kunnen worden, indien het kadastraal inkomen mag verdeeld worden.

Van den anderen kant zal de bepaling welke een zekere hoeveelheid lands bij eene woning doet voegen, weeral 't getal kiezers doen vergrooten, en, dezen keer, landelijke kiezers.

Welke zal hier de uitslag zijn? Men bezit geene de minste inlichting om hem te berekenen. Maar de maatregel zal gevolgen hebben, en juist daarom wordt hij voorgesteld.

Men mag dus denken dat het getal kiezers nagenoeg 900.000 of 1 millioen zal zijn; de meesten zullen onwetend zijn. Hoewel wij het eigenlijk algemeen stemrecht niet zullen hebben, zullen de gevolgen voor ons land niettemin dezelfde zijn.

In zulke voorwaarden zou het lot van België beslist wezen. De clericale overheersching door parlementaire meerderheden zou bepaald gevestigd zijn voor eenen duur welken niemand berekenen kan. Ze zal tslechs met eenig gevolg bestreden worden door de kiezerscolleges der waalsche provinciën, en de verdeeldheid tusschen Walen en Vlamingen zal nog grooter en gevaarlijker worden. Op weinige uitzonderingen na zou die overheersching zich overal doen gevoelen, behalve waarschijnlijk in de groote fabriekcentrums waar de socialisten zouden beschikken over het gezag dat de openbare orde moet handhaven.

Een kieswet is niet af te leiden van wetenschappelijke beginselen die overal van toepassing zijn gelijk de wiskundige wetenschappen; ze is het werk der ervaring en ondergaat er al den invloed van. Eene wet die ergens met den maatschappelijken, politieken en huishoudkundigen toestand eener natie overeenkomt en goede uitwerkselen oplevert, zou elders, in een ander midden, de jammerlijkste gevolgen hebben.

In een protestantsch land waar het groot getal sekten de bron en de waarborg der persoonlijke vrijheid op godsdienstig en dus ook op politiek gebied is, zal de wet van 't getal niet dezelfde zijn als in een land waar de overgroote meerderheid der bevolking denzelfden godsdienst belijdt en in de talrijkste en onwetendste rangen met onderwerping de politieke leiding harer geestelijke opperhoofden aanvaardt; in de donkere kringen der volksmassa maakt men geen onderscheid tusschen godsdienst en politiek. In geen ander land der wereld is de geestelijkheid zoo machtig als in België, en aan haar is het te wijten dat de clericale partij welke haar wereldlijke tolk is, geene tucht bezit zoo streng als ten onzent.

't Zou eene zonderlinge illusie zijn zich in te beelden dat het kiesrecht te verleenen aan zooveel menschen mogelijk, 1 of 1 ½ millioen burgers die in overgroote meerderheid niet onafhankelijk, zonder geleerdheid en onder den invloed der geestelijken zijn, het land zou bevrijden van de clericale overheersching. Zij zouden deze vermeerderen en versterken.

Volgens zekere lieden in het getal nochtans alles; 't is het recht, 't is het licht. Het getal moet oppermachtig beslissen; 't is de weg, de waarheid en het leven. Men is geen liberaal en vooral geen democraat meer indien men

't nieuwe dogma niet aanneemt. Eerlang zullen de clericalen nog de beste liberalen en de ware democraten zijn. Zij worden reeds als zoodanig geluk gewenscht; want men erkent de liberalen, de ware liberalen hieraan dat zij blindelings kiezers willen maken, indien er maar veel zijn, en de clericalen zullen des te liberaler en te democratischer zijn naarmate zij het doel der radicalen meer nabijkomen : het algemeen stemrecht. Men heeft ze overigens aan 't werk gezien. Men moet hun nog slechts wat meer gemak geven om hunne plannen uit te voeren. Misschien zullen de radicalen zich alsdan beklagen dat men hen te zeer gedemocratiseerd heeft.

Alles wel ingezien, zeggen sommige lieden, kan het niet slechter gaan dan thans! Zij schijnen te denken dat onze politieke en parlementaire toestand aan het gebrekkig kiesstelsel te wijten is, en toonen zich juist daarom geneigd tot de overdrevenste hervormingen, want zij hopen dat het onbekende hen van eene verpletterende meerderheid bevrijden zal. Wij denken dat zij zich bedriegen : de oorzaken zijn elders te zoeken. Zij bevinden zich in politieke dwalingen en in eene verkeerde beoordeeling van den toestand der gemoederen. Die lieden vergeten dat het kiezerskorps, gedurende bijna het vierde eener eeuw, bijna de helft van den duur van ons onafhankelijk bestaan. de liberale partij aan 't bewind heeft behouden. Deze, haren plicht en hare overleveringen getrouw, heeft overal waar hare werking wettig was, de eischen en de veroveringen van het clericalisme tegengehouden en doen terugwijken. Na lange worstelingen en krachtdadige pogingen was het haar gelukt het onderwijs in alle graden onder de uitsluitende leiding der burgerlijke overheid te plaatsen. Een gedeelte onzer vrienden, in den waan dat de macht en 't gezag door de liberale partij verworven onwrikbaar waren, hebben toen gemeend dat het oogenblik gekomen was om haar eene nieuwe richting te geven. Vruchteloos zegde men dat al de bekomen uitslagen in gevaar zouden gebracht worden en dat de vernietiging van 't openbaar onderwijs de eerste daad onzer tegenstrevers zou zijn indien zij weer aan 't bewind kwamen. Men antwoordde trotsch : « Zij zullen niet durven! » Men weet hoe die voorzegging zich heeft bewaarheid.

Heden tracht men andermaal ons op een gevaarlijken weg te lokken. Wij, die met hart en ziel de liberale denkbeelden zijn toegedaan, wij die ons enkel bekommeren om ze te vrijwaren in 't belang der natie. wij vestigen de aandacht op het gevaar. Men houdt ons tegen : « vreesachtige mannen die weinig geloof hecht aan de macht van 't getal, weest niet vervaard : Het getal, roept men u t, is de waarborg onzer zegepraal! » Wij kunnen onze innige overtuiging niet verbergen dat deze tweede voorzegging hetzelfde lot als de eerste zal ondergaan..

FRERE-ORBAN. Ch. SAINCTELETTE.